

T3

Troisième trimestre 2007
Rapport aux actionnaires
40 semaines terminées le 6 octobre 2007



Loblaws^{MD}

LES COMPAGNIES LOBLAW LIMITÉE

Énoncés prospectifs

Le présent rapport trimestriel de Les Compagnies Loblaw limitée et de ses filiales (appelées collectivement la « société » ou « Loblaw »), y compris le rapport de gestion, contient des énoncés prospectifs qui reflètent les attentes de la direction, lesquelles sont comprises dans les présentes, en ce qui concerne les objectifs, plans, buts, aspirations, stratégies, croissance future possible, résultats d'exploitation, rendement, perspectives et occasions d'affaires. Ces énoncés prospectifs sont généralement, mais pas toujours, désignés par des mots ou expressions comme « anticiper », « s'attendre à », « croire », « estimer », « avoir l'intention de » et autres expressions semblables.

Ces énoncés prospectifs ne sont pas des garanties mais seulement des prévisions. Bien que la société estime qu'ils reposent sur des informations et des hypothèses qui sont à jour, raisonnables et complètes, ces énoncés sont nécessairement assujettis à plusieurs facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des estimations, prévisions et intentions. Ces différences peuvent être causées par des facteurs qui comprennent, sans toutefois s'y limiter, les changements dans les dépenses et les préférences des consommateurs, une augmentation de la concurrence résultant de l'arrivée de nouveaux concurrents et de l'expansion des concurrents actuels, des changements dans les stratégies d'établissement des prix de la société ou de ses concurrents, le rendement financier des franchisés de la société, les conditions du programme financier offert aux franchisés de la société, la capacité de réaliser les économies et l'efficacité prévues, y compris celles résultant des initiatives importantes de la société, des mesures de liquidation des stocks et des investissements sur le plan de la technologie de l'information et de l'approvisionnement et d'autres mesures de simplification et de réduction des coûts, la capacité de mener à terme les initiatives importantes de la société, de mettre en œuvre des stratégies et de lancer des produits novateurs de façon réussie et en temps opportun, les changements dans les marchés des stocks à liquider et la variation de la valeur de réalisation prévue et des coûts associés à la liquidation, les coûts imprévus, accrus ou réduits associés aux mesures annoncées, y compris ceux qui sont liés aux coûts de rémunération, les relations de la société avec les membres de son personnel, les résultats des négociations collectives, y compris les modalités des futures conventions collectives, les modifications des exigences réglementaires qui concernent les activités actuelles ou futures de la société, l'adoption de nouvelles normes comptables et les changements d'utilisation des estimations comptables de la société, y compris en ce qui a trait à l'évaluation des stocks, les changements dans les passifs d'impôts de la société, qu'il s'agisse de modifications des lois fiscales ou des cotisations futures, la performance de ses fournisseurs indépendants, les événements touchant la santé publique, la capacité de la société d'attirer et de retenir des dirigeants clés et les questions d'approvisionnement et de contrôle de la qualité avec ses fournisseurs. La société prévient le lecteur que cette liste de facteurs n'est pas exhaustive.

Les hypothèses sur lesquelles reposent les énoncés prospectifs que contient le présent rapport trimestriel, y compris le rapport de gestion incluent les suivantes : conjoncture généralement conforme aux prévisions, habitudes de consommation raisonnablement conformes aux tendances historiques, aucune augmentation de la concurrence résultant de l'arrivée sur notre marché de nouveaux concurrents importants ni de l'expansion majeure et inattendue des concurrents actuels, aucun changement important des stratégies de prix de la société ni de celles de ses concurrents, le rendement des franchisés de la société satisfait aux attentes, offre de nouveaux produits novateurs par la société et mise à exécution des stratégies de celle-ci comme il était prévu, réalisation des économies et de l'efficacité comme il était prévu, exécution efficace et en temps opportun des initiatives continues et ultérieures, hypothèses de la société à l'égard des coûts de rémunération moyens et du nombre moyen d'années de service des salariés touchés par les mesures de simplification généralement conformes à la réalité, aucun changement significatif quant à l'approche de la société à l'égard de ses initiatives importantes actuelles, aucun surstock important dans le réseau d'approvisionnement de la société et aucun arrêt de travail majeur et performance des fournisseurs indépendants conforme aux attentes.

Ces estimations et hypothèses pourraient changer dans le futur en raison de l'incertitude entourant l'environnement concurrentiel ou la conjoncture ou de changements dans les stratégies commerciales. Cette liste de facteurs et les autres risques et incertitudes sont présentés dans les documents que la société dépose, de temps à autre, auprès des autorités de réglementation des valeurs mobilières au Canada, y compris dans la section Risques et gestion des risques du rapport de gestion compris dans le rapport annuel 2006 de la société.

Les investisseurs éventuels et autres lecteurs sont donc invités à examiner ces facteurs avec soin lorsqu'ils évaluent les énoncés prospectifs et sont avisés de ne pas s'y fier de façon induue. Les énoncés prospectifs que contient ce rapport trimestriel, y compris le rapport de gestion, sont faits en date dudit rapport trimestriel et la société renonce à toute obligation ou intention de les mettre à jour publiquement pour refléter de nouvelles informations, des événements futurs ou pour tout autre motif. Compte tenu de ces risques, incertitudes et hypothèses, il est possible que les événements décrits dans les présents énoncés prospectifs se produisent ou non. La société ne peut garantir que les résultats ou événements prévus se réaliseront.

Table des matières

1	Rapport aux actionnaires	19	État consolidé du résultat étendu
5	Rapport de gestion	20	Bilans consolidés
18	États consolidés des résultats	21	États consolidés des flux de trésorerie
19	États consolidés des capitaux propres	22	Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés

Rapport aux actionnaires

Faits saillants du troisième trimestre

Pour les périodes terminées le 6 octobre 2007 et le 7 octobre 2006

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2007	2006	Variation	2007	2006	Variation
	16 semaines	16 semaines		40 semaines	40 semaines	
Chiffre d'affaires	9 137 \$	9 010 \$	1,4%	22 417 \$	21 856 \$	2,6%
Bénéfice d'exploitation	250	398	(37,2%)	602	984	(38,8%)
Bénéfice net de base par action ordinaire (en dollars)	0,43	0,74	(41,9%)	1,06	1,96	(45,9%)
Variation du chiffre d'affaires des magasins comparables (en pourcentage)	1,6%	2,0%		2,2%	0,6%	
BAIIA ajusté ¹⁾	456	611	(25,4%)	1 240	1 478	(16,1%)
Bénéfice d'exploitation ajusté ¹⁾	287	434	(33,9%)	813	1 040	(21,8%)
Marge d'exploitation ajustée ¹⁾	3,3%	5,2%		3,8%	5,1%	
Bénéfice net de base par action ordinaire ajusté ¹⁾ (en dollars)	0,56	0,90	(37,8%)	1,62	2,14	(24,3%)
Flux de trésorerie disponibles ¹⁾	117	(34)	444,1%	67	(446)	115,0%

- Le chiffre d'affaires des magasins comparables s'est accru de 2,8 % par rapport à celui de l'exercice précédent, compte non tenu de l'incidence de la baisse des ventes de produits du tabac.
- L'inflation du prix de détail interne des aliments est estimée à 0,5 % tandis que la déflation interne du prix des fruits et légumes frais est estimée à 6,8 % comparativement à l'exercice précédent.
- Le volume des ventes fondé sur les produits de détail vendus s'est accru de 1,9 % par rapport à celui de l'exercice précédent.
- La marge brute a diminué d'environ 60 millions de dollars par rapport à celle du dernier exercice, ce qui représente 0,7 % du chiffre d'affaires, en raison principalement de la réduction ciblée des prix destinée à offrir de la valeur aux clients et à modifier la composition du chiffre d'affaires.
- Les flux de trésorerie disponibles¹⁾ pour l'exercice à ce jour se sont accrus de 513 millions de dollars, soit une croissance de 115,0 % par rapport à celle du dernier exercice.

Faits récents sur les activités

Nous mettons l'accent sur quatre projets importants, à savoir le Projet simplifier, revenir à la base, crédit pour la valeur et optimiser la bannière *Real Canadian Superstore* (« RCSS »). Au cours du troisième trimestre, ces projets ont substantiellement progressé, mais au prix d'une rentabilité réduite dont une grande part représente un investissement dans notre avenir. Nous avons amélioré notre position au niveau des prix dans plusieurs bannières critiques et lieux géographiques et nos autres projets vont bon train. De nouveaux investissements substantiels sont engagés dans l'infrastructure du réseau d'approvisionnement et des systèmes d'information. Des mesures de réduction des coûts destinées à améliorer les marges au fil du temps ont également été amorcées. L'apport en flux de trésorerie disponibles¹⁾ est soutenu.

Le Projet simplifier constitue notre plan pour améliorer l'efficacité par l'établissement de responsabilités plus claires et la centralisation des secteurs névralgiques. La réorganisation progresse bien. Nous sommes en plein cœur de la période la plus risquée, alors que les employés nouveaux ou réaffectés exercent de nouvelles fonctions avec des systèmes et des processus remaniés. Cette situation a entraîné certains bouleversements qui devraient se poursuivre au moins jusqu'à la fin du premier trimestre de 2008. Au troisième trimestre, d'importantes sommes d'argent ont été consacrées à des mandats de consultation liés au Projet simplifier et à nos autres projets en cours. Les coûts inhérents à des honoraires de consultation devraient continuer d'être élevés au cours du quatrième trimestre et de l'exercice 2008, mais graduellement s'estomper par rapport à leurs sommets du troisième trimestre de 2007.

Revenir à la base est notre stratégie pour être de nouveau reconnu comme l'un des meilleurs détaillants au monde, devenir le numéro un de l'industrie en matière de disponibilité des produits et se doter d'un réseau d'approvisionnement de renommée internationale. Des

1) Se reporter aux Mesures financières non conformes aux PCGR à la page 14.

améliorations sont présentement apportées aux services aux caisses pour la clientèle, à la disponibilité des produits en étalage et à la fraîcheur des aliments, la priorité étant donnée aux magasins où les répercussions seront les plus importantes. Soixante magasins adhèrent présentement au nouveau programme de disponibilité et environ 220 autres magasins devraient en faire autant d'ici la fin de l'exercice. Les magasins qui ont pleinement adhéré au nouveau programme de disponibilité font des progrès à cet égard et répondent maintenant à nos attentes. Au cours du trimestre, nous avons mis en œuvre un nouveau plan pluriannuel de mise à niveau de l'infrastructure de la technologie de l'information et de l'approvisionnement conçu pour augmenter sensiblement l'efficacité et les capacités tout en favorisant les nouvelles initiatives commerciales et les volumes de vente accrus.

Le crédit pour la valeur est notre stratégie pour abaisser de manière proactive les prix de détail afin d'offrir aux clients une excellente valeur et nous assurer qu'ils reconnaissent les avantages des bas prix dans les rayons essentiels de nos magasins. À la fin du troisième trimestre de 2007, nous avons atteint des niveaux de prix de détail équivalents ou plus avantageux que ceux de nos supermarchés à escompte et hypermarchés concurrents de référence de l'Ontario, de l'Ouest du Canada et du Québec. D'autres investissements sur le plan des prix de détail ont également été effectués dans les magasins conventionnels de la société situés en Ontario et au Québec. Les comparaisons des prix de détail s'appuient sur des sondages périodiques qui mettent en parallèle les prix courants et promotionnels de plus de 2 000 articles grand public clés avec ceux de la concurrence. Le chiffre d'affaires et le volume des ventes des magasins comparables, eu égard aux produits alimentaires et pharmaceutiques, réagissent favorablement à notre meilleure position au niveau des prix. Dans l'ensemble, le nombre de clients et d'articles ont augmenté. Au cours du troisième trimestre, nous recommandons la mise en place d'une mesure de réduction des coûts visant à abaisser notre coût des marchandises vendues et à réduire les coûts de la main-d'œuvre et les frais d'administration dans le but de promouvoir d'autres investissements dans la valeur pour le bénéfice des clients.

Le chiffre d'affaires des magasins comparables de la bannière *RCSS* en Ontario était vigoureux au troisième trimestre et supérieur à celui de l'exercice précédent. À la fin du mois d'août, nous avons ouvert un nouveau magasin pilote *RCSS* à Milton, en Ontario. Les ventes de ce magasin sont conformes aux attentes et nous sommes satisfaits de la réaction à l'égard des nouveaux éléments de design, notamment de l'accueil chaleureux qu'ont réservé les clients à notre initiative d'élimination des sacs de plastique. Certains de ces éléments de design seront intégrés aux magasins qui seront réaménagés et aux constructions neuves.

Résultats d'exploitation

Le chiffre d'affaires du troisième trimestre de 2007 a progressé de 1,4 % ou de 127 millions de dollars pour s'établir à 9,14 milliards de dollars comparativement à celui du troisième trimestre de 2006. Le volume des ventes fondé sur le nombre d'unités vendues a crû de 1,9 % au troisième trimestre comparativement à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Selon nos estimations, l'inflation interne du prix de détail des aliments s'est établi à 0,5 % au troisième trimestre de 2007 tandis que la déflation interne du prix des fruits et légumes frais s'est établi à 6,8 %. La transmission à la clientèle des avantages découlant de la hausse du dollar canadien s'est répercutée sur les prix de détail des aliments et des fruits et légumes frais. Un solide chiffre d'affaires a été réalisé dans les secteurs des produits d'alimentation et des produits pharmaceutiques au cours du trimestre. Un retard dans le lancement de la gamme de vêtements et sous-vêtements pour enfants *Joe Style frais* a eu des répercussions néfastes sur le chiffre d'affaires du secteur de la marchandise générale au cours du trimestre. La baisse du chiffre d'affaires dans ce secteur est également attribuable à la restriction intentionnelle applicable aux stocks, tandis que nous continuons à optimiser le contrôle des stocks, la composition des produits et les stratégies de démarquage. L'arrivée de nouveaux produits de marque *le Choix du Président* de même que les campagnes publicitaires connexes ont grandement stimulé les intentions d'achat des consommateurs, ce qui s'est traduit par de robustes hausses des ventes de ces produits. Le chiffre d'affaires total a augmenté dans toutes les régions du pays. Au troisième trimestre de 2006, un important fournisseur de produits du tabac a commencé à distribuer directement sa marchandise à certains clients de nos magasins cash & carry et clubs-entrepôts, nuisant ainsi aux ventes. Cette perte de ventes n'aura aucune incidence sur les ventes comparativement à celles de 2006 après le troisième trimestre du présent exercice. Le chiffre d'affaires des magasins comparables, compte non tenu de l'incidence de la baisse des ventes de produits du tabac, s'est accru de 2,8 %. Le chiffre d'affaires total, compte non tenu de l'incidence des ventes de produits du tabac et des entités à détenteurs de droits variables¹⁾, a augmenté de 3,1 %.

Nous avons réalisé un bénéfice d'exploitation de 250 millions de dollars au troisième trimestre de 2007 contre 398 millions de dollars à la même période en 2006. La hausse du chiffre d'affaires enregistrée au cours du trimestre n'a pas suffi à compenser la diminution de la marge et la hausse des coûts. La diminution de 148 millions de dollars du bénéfice d'exploitation par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent est attribuable aux éléments suivants :

1) Se reporter aux Mesures financières non conformes aux PCGR à la page 14.

- nous avons mis en oeuvre notre stratégie de réduction ciblée des prix dans le but de procurer une valeur ajoutée aux clients et de stimuler les ventes et le volume des ventes des magasins comparables qui, en plus des variations au chapitre de la composition du chiffre d'affaires, ont contribué à une diminution de la marge brute d'environ 60 millions de dollars par rapport au dernier exercice, ce qui représente 0,7 % du chiffre d'affaires;
- comparativement au dernier exercice, les coûts croissants inhérents à des honoraires de consultation, autres que ceux ayant trait au Projet simplifier, se sont établis à 45 millions de dollars, incluant les coûts de 8 millions de dollars liés aux nouvelles mesures visant à améliorer le réseau d'approvisionnement et la technologie de l'information;
- les changements législatifs adoptés par le gouvernement de l'Ontario en 2006 ont réduit de 8 millions de dollars le bénéfice d'exploitation lié aux produits pharmaceutiques; et
- des ajustements apportés aux estimations des coûts liés aux prestations postérieures à l'emploi et aux prestations d'invalidité à long terme ainsi qu'aux coûts reportés de la conception de produits et à la technologie de l'information ont entraîné une diminution du bénéfice d'exploitation de 24 millions de dollars au cours du trimestre.

La marge d'exploitation s'est établie à 2,7 % contre 4,4 % au troisième trimestre de 2006.

Au cours du troisième trimestre, certaines charges ont été comptabilisées par suite de mesures divulguées précédemment par la société et qui sont décrites ci-après :

- Le Projet simplifier comprend en partie la restructuration et la rationalisation de nos fonctions de mise en marché et de nos opérations en magasin. Ce projet, qui nécessite la suppression d'environ 1 000 postes au siège social national, au centre de services aux magasins et dans les bureaux régionaux, va bon train. Conformément à ce plan, les coûts de restructuration totaux, constitués essentiellement des indemnités de départ, devraient maintenant se situer dans la fourchette des 185 millions de dollars. En plus des coûts de restructuration de 145 millions de dollars liés à ce plan, qui ont été comptabilisés au cours de la première moitié de l'exercice, nous avons comptabilisé des coûts supplémentaires de 23 millions de dollars au troisième trimestre, dont une tranche de 10 millions de dollars a trait aux prestations de cessation d'emploi, qui comprennent des indemnités de départ, des coûts supplémentaires découlant des régimes de retraite liés à la cessation d'emploi de salariés et des coûts de rétention, et d'autres coûts de 13 millions de dollars, principalement des coûts liés à la consultation.
- Une charge de 1 million de dollars a été inscrite relativement au plan déjà annoncé visant à restructurer le réseau d'approvisionnement de la société.
- La liquidation des surstocks de la société est presque terminée. Une charge supplémentaire de 3 millions de dollars a été comptabilisée au cours du troisième trimestre.

Le bénéfice d'exploitation ajusté¹⁾ au troisième trimestre de 2007 s'est établi à 287 millions de dollars contre 434 millions de dollars en 2006 et les marges d'exploitation ajustées¹⁾ ont été de 3,3 % et de 5,2 %, respectivement.

Au troisième trimestre de 2007, le bénéfice net de base par action ordinaire a été de 0,43 \$, contre 0,74 \$ en 2006, en baisse de 41,9 %. Les facteurs ci-après ont eu une incidence sur le bénéfice net de base par action ordinaire du troisième trimestre de 2007 :

- charge de 0,08 \$ (0,14 \$ en 2006) par action ordinaire attribuable à l'incidence nette de la rémunération à base d'actions et des contrats à terme de capitaux propres connexes;
- charge de 0,05 \$ (néant en 2006) par action ordinaire imputable aux charges de restructuration et autres charges;
- charge de 0,01 \$ (néant en 2006) par action ordinaire imputable à la liquidation des stocks;
- produits de 0,01 \$ (0,01 \$ en 2006) par action ordinaire imputables à la consolidation des EDDV; et
- néant (charge de 0,03 \$ en 2006) par action ordinaire imputable à une charge liée aux indemnités de départ.

Compte tenu de l'ajustement des éléments susmentionnés, le bénéfice net de base par action ordinaire ajusté¹⁾ s'est établi à 0,56 \$ pour le troisième trimestre de 2007 contre 0,90 \$ pour le troisième trimestre de 2006.

Au troisième trimestre de 2007, les flux de trésorerie disponibles¹⁾ se sont établis à 117 millions de dollars comparativement à un montant négatif de 34 millions de dollars au troisième trimestre de 2006. Cette amélioration enregistrée au troisième trimestre est attribuable à une hausse au chapitre des rentrées nettes liées aux activités d'exploitation de 54 millions de dollars et à une diminution des dépenses en immobilisations de 97 millions de dollars par rapport à celles du dernier exercice. Pour l'exercice à ce jour, les flux de trésorerie disponibles¹⁾ se sont établis à 67 millions de dollars comparativement à un montant négatif de 446 millions de dollars en 2006. Cette

1) Se reporter aux Mesures financières non conformes aux PCGR à la page 14.

amélioration est principalement attribuable à une hausse des rentrées nettes liées aux activités d'exploitation de 334 millions de dollars, en raison essentiellement de la diminution des niveaux de stock et des dépenses en immobilisations de 236 millions de dollars, partiellement contrebalancées par le calendrier de paiement de dividendes de 57 millions de dollars.

Nous investissons dans ce que nous estimons être des agrandissements et des rénovations rentables pour l'ensemble de nos magasins existants tout en améliorant le chiffre d'affaires des magasins comparables. Nous prévoyons rénover, agrandir et convertir 80 magasins au cours de 2007, dont 22 devraient être prêts au cours du quatrième trimestre. En 2007, cinq magasins au total devraient bénéficier des meilleures conventions collectives conclues en Ontario l'année dernière. Nous prévoyons engager des dépenses en immobilisations de l'ordre de 700 à 800 millions de dollars environ, déduction faite de la vente de tout actif immobilisé, en 2008. La majeure partie de ces fonds sera investie dans la transformation des magasins actuels, en vue de stimuler les ventes dans les magasins comparables, ainsi que dans l'amélioration de l'infrastructure relative au réseau d'approvisionnement et à la technologie de l'information.

Les coûts de mise en oeuvre de nos mesures en prévision de l'avenir, notamment notre investissement continu dans les prix, se sont lourdement répercutés sur les résultats du troisième trimestre. Notre équipe s'habitue à ses nouvelles fonctions et responsabilités. Nos principaux projets sont sur la bonne voie et nous sommes satisfaits des progrès réalisés à ce jour. Cependant, certaines embûches se présenteront inévitablement au cours des trois à cinq années nécessaires à notre redressement. Nous nous attendons à ce que les marges fassent l'objet de pressions continues et que les bénéfices subissent des répercussions négatives. À court terme, nous nous attendons à une robuste croissance du volume des ventes au quatrième trimestre, mais à une diminution continue des marges. Il sera plus difficile d'établir une comparaison entre les données des résultats du premier semestre du prochain exercice. À long terme, nous nous attacherons principalement à accroître les ventes et à réduire les coûts dans le but d'améliorer graduellement nos marges. Nous avons confiance en notre stratégie de redressement et nous sommes déterminés à refaire de Loblaw le meilleur détaillant.

Le Président exécutif du Conseil,



Galen G. Weston

Toronto, Canada
Le 14 novembre 2007

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion de Les Compagnies Loblaw limitée et de ses filiales (appelées collectivement la « société » ou « Loblaw ») doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes y afférentes aux pages 18 à 32 du présent rapport trimestriel de la société et les états financiers consolidés annuels vérifiés et les notes y afférentes pour l'exercice terminé le 30 décembre 2006 et le rapport de gestion y afférent compris dans le rapport annuel 2006 de la société. Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes y afférentes de l'exercice 2007 de la société ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada et sont présentés en dollars canadiens. Ces états financiers consolidés intermédiaires comprennent les comptes de Les Compagnies Loblaw limitée, ceux de ses filiales et ceux des entités à détenteurs de droits variables (« EDDV ») que la société est tenue de consolider conformément à la mise en application de la note d'orientation concernant la comptabilité NOC-15, *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables (variable interest entities)* (la « NOC-15 »). Un glossaire des termes utilisés dans le présent rapport trimestriel figure à la page 80 du rapport financier compris dans le rapport annuel 2006 de la société. En outre, le présent rapport trimestriel comprend les termes suivants : « rendement de l'actif total moyen sur une base annuelle », qui est défini comme le bénéfice d'exploitation cumulé des quatre derniers trimestres divisé par l'actif total moyen, compte non tenu de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements à court terme; et le « rendement des capitaux propres moyens sur une base annuelle », qui est défini comme le bénéfice net cumulé attribuable aux actionnaires ordinaires pour les quatre derniers trimestres, divisé par le total des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires.

Les renseignements contenus dans le présent rapport de gestion prennent en compte l'information à jour jusqu'au 14 novembre 2007, à moins d'avis contraire.

Résultats d'exploitation

Au troisième trimestre de 2007, le bénéfice net de base par action ordinaire a été de 0,43 \$, contre à 0,74 \$ en 2006, en baisse de 41,9 %. Les facteurs ci-après ont eu une incidence sur le bénéfice net de base par action ordinaire du troisième trimestre de 2007 :

- charge de 0,08 \$ (0,14 \$ en 2006) par action ordinaire attribuable à l'incidence nette de la rémunération à base d'actions et des contrats à terme de capitaux propres connexes;
- charge de 0,05 \$ (néant en 2006) par action ordinaire imputable aux charges de restructuration et autres charges;
- charge de 0,01 \$ (néant en 2006) par action ordinaire imputable à la liquidation des stocks;
- produits de 0,01 \$ (0,01 \$ en 2006) par action ordinaire imputables à la consolidation des EDDV; et
- néant (charge de 0,03 \$ en 2006) par action ordinaire imputable à une charge liée aux indemnités de départ.

Compte tenu de l'ajustement des éléments susmentionnés, le bénéfice net de base par action ordinaire ajusté¹⁾ s'est établi à 0,56 \$ pour le troisième trimestre de 2007, contre 0,90 \$ pour le troisième trimestre de 2006.

Chiffre d'affaires Le chiffre d'affaires du troisième trimestre a progressé de 1,4 % ou de 127 millions de dollars, pour s'établir à 9,14 milliards de dollars comparativement à celui du troisième trimestre de 2006. Le chiffre d'affaires total a augmenté dans toutes les régions du pays. Les ventes de produits alimentaires et pharmaceutiques ont été vigoureuses au cours du trimestre. Un retard dans le lancement de la gamme de vêtements et sous-vêtements pour enfants *Joe Style frais* a eu des répercussions néfastes sur le chiffre d'affaires du secteur de la marchandise générale au cours du trimestre. Le chiffre d'affaires des magasins comparables a augmenté de 2,8 %, compte non tenu de l'incidence de la diminution continue des ventes de produits du tabac. Le chiffre d'affaires total, compte non tenu de l'incidence des ventes de produits du tabac et des EDDV¹⁾, a augmenté de 3,1 %. Au troisième trimestre de 2006, un important fournisseur de produits du tabac a commencé à distribuer directement sa marchandise à certains clients des magasins cash & carry et clubs-entrepôts de la société, nuisant ainsi aux ventes. Cette perte de ventes n'aura aucune incidence sur les ventes comparativement à celles de 2006 après ce trimestre.

1) Se reporter aux Mesures financières non conformes aux PCGR à la page 14.

Rapport de gestion

Chiffre d'affaires et croissance du chiffre d'affaires, compte non tenu de l'incidence des ventes de produits du tabac et des EDDV¹⁾

Pour les périodes terminées le 6 octobre 2007 et le 7 octobre 2006 (en millions de dollars, sauf indication contraire)	2007	2006	2007	2006
	16 semaines	16 semaines	40 semaines	40 semaines
Chiffre d'affaires total	9 137 \$	9 010 \$	22 417 \$	21 856 \$
Moins : chiffre d'affaires attribuable aux ventes de produits du tabac	341	487	794	1 181
chiffre d'affaires attribuable à la consolidation des EDDV	133	121	348	291
Chiffre d'affaires, compte non tenu de l'incidence des ventes de produits du tabac et des EDDV ¹⁾	8 663 \$	8 402 \$	21 275 \$	20 384 \$
Croissance du chiffre d'affaires total	1,4%		2,6%	
Moins : incidence sur la croissance du chiffre d'affaires attribuable aux ventes de produits du tabac	(1,8%)		(2,1%)	
incidence sur la croissance du chiffre d'affaires attribuable à la consolidation des EDDV	0,1%		0,3%	
Croissance du chiffre d'affaires, compte non tenu de l'incidence des ventes de produits du tabac et des EDDV ¹⁾	3,1%		4,4%	

Au troisième trimestre de 2007, les principaux facteurs suivants expliquent la variation du chiffre d'affaires par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent :

- croissance du chiffre d'affaires des magasins comparables de 2,8 %, compte non tenu de l'incidence de la baisse des ventes de produits du tabac;
- croissance continue du chiffre d'affaires des magasins *Real Canadian Superstore* en Ontario;
- l'inflation nationale du prix des aliments, calculée selon « l'indice des prix à la consommation pour l'achat d'aliments en magasin » (« IPC ») a été d'environ 2,2 % pour le troisième trimestre de 2007, en comparaison de 2,5 % environ pour la période correspondante de 2006. Cette mesure de l'inflation peut ne pas refléter exactement l'incidence de l'inflation sur la combinaison spécifique de produits offerts dans les magasins de Loblaw. Selon les analyses de la société, l'inflation du prix de détail interne est d'environ 0,5 % tandis que la déflation interne du prix des fruits et légumes frais est estimée à 6,8 % comparativement à l'exercice précédent;
- la société connaît une croissance positive du volume de 1,9 % fondée sur les produits de détail vendus; et
- la superficie nette en pieds carrés des magasins a augmenté de 0,2 million de pieds carrés, soit 0,4 %, au cours des quatre derniers trimestres, par suite de l'ouverture de 34 nouveaux magasins détenus par la société et magasins franchisés, et de la fermeture de 75 magasins, y compris les 47 magasins fermés dans le cadre du programme de restructuration des opérations en magasin annoncé précédemment, de même que les magasins qui ont été convertis ou qui ont fait l'objet d'expansions majeures. Au cours du troisième trimestre de 2007, 10 nouveaux magasins détenus par la société et magasins franchisés ont été ouverts et 10 ont été fermés, ce qui a donné lieu à une augmentation nette de 0,3 million ou de 0,5 % de la superficie en pieds carrés.

Au cours des trois premiers trimestres de l'exercice, le chiffre d'affaires s'est accru de 2,6 % par rapport à celui de l'exercice précédent pour se chiffrer à 22,42 milliards de dollars. Le chiffre d'affaires total a crû de 4,4 % pour l'exercice à ce jour, compte non tenu de l'incidence des ventes de produits du tabac et des EDDV¹⁾. Les principaux facteurs suivants, outre ceux ayant touché le trimestre et mentionnés précédemment, expliquent plus en détail la variation du chiffre d'affaires de l'exercice à ce jour par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent :

- croissance du chiffre d'affaires des magasins comparables, compte non tenu de l'incidence de la baisse des ventes de produits du tabac de 3,6 %; et
- augmentation de la superficie nette en pieds carrés des magasins au cours des quatre derniers trimestres comme mentionné précédemment. Au cours des trois premiers trimestres, 26 nouveaux magasins détenus par la société et magasins franchisés ont ouvert leurs portes et 71 ont été fermés, y compris les 46 magasins fermés dans le cadre du programme de restructuration des opérations en magasin annoncé précédemment, de même que les magasins qui ont été convertis ou qui ont fait l'objet d'expansions majeures, ce qui a donné lieu à une diminution nette de 0,1 million ou de 0,3 % de la superficie en pieds carrés depuis la fin de l'exercice 2006.

1) Se reporter aux Mesures financières non conformes aux PCGR à la page 14.

Bénéfice d'exploitation Le bénéfice d'exploitation s'est établi à 250 millions de dollars au troisième trimestre de 2007, en regard de 398 millions de dollars en 2006, soit une baisse de 37,2 %. La marge d'exploitation a été de 2,7 % au troisième trimestre de 2007, contre 4,4 % en 2006.

Le Projet simplifier continue d'être mis en oeuvre à l'échelle entière de la société. Au cours du troisième trimestre de 2007, certaines charges ont été comptabilisées par suite de mesures entreprises pour soutenir le plan stratégique de croissance de la société, lesquelles avaient été divulguées précédemment et qui sont décrites ci-après :

- Le Projet simplifier comprend en partie la restructuration et la rationalisation des fonctions de mise en marché et des opérations en magasin de la société. Ce projet nécessite la suppression d'environ 1 000 postes au siège social national, au centre de services aux magasins et dans les bureaux régionaux. Conformément à ce plan, les coûts de restructuration totaux, constitués essentiellement des indemnités de départ, devraient maintenant s'établir à 185 millions de dollars environ, soit dans la fourchette des 167 à 187 millions de dollars précédemment déclarée. Au troisième trimestre de 2007, la société a comptabilisé des coûts de restructuration de 23 millions de dollars liés à ce plan, dont une tranche de 10 millions de dollars a trait aux prestations de cessation d'emploi, qui comprennent des indemnités de départ, des coûts supplémentaires découlant des régimes de retraite liés à la cessation d'emploi de salariés et des coûts de rétention, et d'autres coûts de 13 millions de dollars, principalement liés à la consultation. Il est prévu qu'une part importante de la charge estimative liée à ce plan sera inscrite d'ici la fin du quatrième trimestre de 2007.
- Une charge de 1 million de dollars a été inscrite relativement au plan déjà annoncé visant à restructurer le réseau d'approvisionnement de la société.

(en millions de dollars)	Coûts constatés				Total des coûts prévus	Total des coûts prévus restants
	2007 16 semaines	2006 16 semaines	2007 40 semaines	2006 40 semaines		
Projet simplifier	23 \$	— \$	168 \$	— \$	185 \$	17 \$
Opérations en magasin	—	—	16	—	54	3
Réseau d'approvisionnement	1	1	2	8	90	18
Déménagement dans de nouveaux bureaux et réorganisation des fonctions de soutien opérationnel	—	—	—	1	25	—
Total des charges de restructuration et autres charges	24 \$	1 \$	186 \$	9 \$	354 \$	38 \$

Au troisième trimestre de 2007, la société a comptabilisé les éléments suivants dans le bénéfice d'exploitation :

- une charge de 19 millions de dollars (31 millions de dollars en 2006) attribuable à l'incidence nette de la rémunération à base d'actions et des contrats à terme de capitaux propres connexes;
- une charge de 3 millions de dollars, composée principalement de frais d'entreposage et d'expédition provenant de la liquidation des stocks jugés excédentaires qui a été annoncée au quatrième trimestre de 2006. Les travaux de la société visant à liquider ces stocks se poursuivent comme prévu et seront terminés au quatrième trimestre de 2007;
- des produits de 9 millions de dollars (8 millions de dollars en 2006) imputables à la consolidation des EDDV; et
- néant (charge de 12 millions de dollars en 2006) pour une charge liée aux indemnités de départ.

Compte tenu de l'ajustement des éléments susmentionnés, le bénéfice d'exploitation ajusté¹⁾ s'élevait à 287 millions de dollars au troisième trimestre de 2007, par rapport à 434 millions de dollars pendant la période correspondante de 2006. La marge d'exploitation ajustée¹⁾ était de 3,3 % au troisième trimestre de 2007, comparativement à 5,2 % en 2006. La marge du BAIIA ajustée¹⁾ a baissé, passant de 7,3 % en 2006 à 5,3 %.

De plus, les éléments qui suivent se sont répercutés sur le bénéfice d'exploitation ajusté¹⁾ au cours du troisième trimestre de 2007 :

- la marge brute a diminué d'environ 60 millions de dollars par rapport à celle du dernier exercice, ce qui représente 0,7 % du chiffre d'affaires, en raison principalement de la réduction ciblée des prix destinée à offrir de la valeur aux clients et à stimuler les ventes et le volume des ventes dans les magasins comparables, et des variations au chapitre de la composition du chiffre d'affaires;
- comparativement au dernier exercice, les coûts croissants inhérents à des honoraires de consultation, autres que ceux ayant trait au Projet simplifier, se sont établis à 45 millions de dollars, incluant les coûts de 8 millions de dollars liés aux nouvelles mesures visant à améliorer le réseau d'approvisionnement et la technologie de l'information;

1) Se reporter aux Mesures financières non conformes aux PCGR à la page 14.

Rapport de gestion

- les changements législatifs adoptés par le gouvernement de l'Ontario en 2006 ont réduit de 8 millions de dollars le bénéfice d'exploitation lié aux produits pharmaceutiques; et
- des ajustements apportés aux estimations des coûts liés aux prestations postérieures à l'emploi et aux prestations d'invalidité à long terme ainsi qu'aux coûts reportés de la conception de produits et de la technologie de l'information ont entraîné une diminution du bénéfice d'exploitation de 24 millions de dollars au cours du trimestre.

Au cours du troisième trimestre de 2007, le ratio de la marge brute globale a reculé en raison des investissements continus dans les baisses de prix des aliments, dans le cadre de l'initiative du crédit pour la valeur de la société visant à augmenter les ventes de manière stratégique dans tous les magasins comparables du pays. La hausse du chiffre d'affaires enregistrée au cours du trimestre n'a pas suffi à compenser la diminution de la marge et la hausse des coûts. Les coûts d'exploitation des magasins de la société, notamment les coûts de la main-d'œuvre, continuent d'être plus élevés comparativement à ceux du troisième trimestre de 2006.

Le bénéfice d'exploitation des trois premiers trimestres de 2007 a diminué de 382 millions de dollars ou 38,8 % pour s'établir à 602 millions de dollars, ce qui a donné lieu à une marge d'exploitation de 2,7 % par rapport à 4,5 % au cours de la période correspondante de 2006. Au cours des trois premiers trimestres de 2007, la société a comptabilisé des charges de restructuration et autres charges de 186 millions de dollars (9 millions de dollars en 2006) dont une tranche de 168 millions de dollars (néant en 2006) est liée au Projet simplifier, 16 millions de dollars (néant en 2006) à la restructuration des opérations en magasin, 2 millions de dollars (8 millions de dollars en 2006) au réseau d'approvisionnement et aucune incidence (1 million de dollars en 2006) n'est attribuable au déménagement dans de nouveaux locaux ni à la réorganisation des fonctions de soutien opérationnel. De plus, pour l'exercice à ce jour, la société a comptabilisé une charge de 20 millions de dollars (43 millions de dollars en 2006) dans le bénéfice d'exploitation relativement à l'incidence nette de la rémunération à base d'actions et les contrats à terme de capitaux propres connexes; 12 millions de dollars (néant en 2006) relativement à la liquidation de stocks jugés excédentaires au cours du quatrième trimestre de 2006; des produits de 7 millions de dollars (8 millions de dollars en 2006) imputables à la consolidation des EDDV; et néant (12 millions de dollars en 2006) pour une charge liée aux indemnités de départ.

Le bénéfice d'exploitation ajusté¹⁾ pour les trois premiers trimestres de 2007 s'est établi à 813 millions de dollars contre 1,04 milliard de dollars à la période correspondante de 2006. La marge d'exploitation ajustée¹⁾ pour l'exercice à ce jour s'est établie à 3,8 % par rapport à 5,1 % en 2006. La marge du BAIIA ajustée¹⁾ a diminué, passant de 7,3 % en 2006 à 5,8 %.

Les éléments qui suivent se sont également répercutés sur les résultats de l'exercice 2007 à ce jour :

- comparativement au dernier exercice, les coûts croissants inhérents à des honoraires de consultation, autres que ceux ayant trait au Projet simplifier, se sont établis à 63 millions de dollars, incluant les coûts de 10 millions de dollars liés aux nouvelles mesures visant à améliorer le réseau d'approvisionnement et la technologie de l'information;
- les changements législatifs adoptés par le gouvernement de l'Ontario en 2006 ont réduit de 25 millions de dollars le bénéfice d'exploitation lié aux produits pharmaceutiques;
- des ajustements apportés aux estimations des coûts liés aux prestations postérieures à l'emploi et aux prestations d'invalidité à long terme ainsi qu'aux coûts reportés de la conception de produits et de la technologie de l'information ont entraîné une diminution du bénéfice d'exploitation de 24 millions de dollars;
- les coûts liés au changement du régime de primes offertes à la direction de la société s'établissent à 11 millions de dollars; et
- le ratio de la marge brute globale a diminué comme décrit précédemment.

Au deuxième trimestre de 2007, la société a terminé son évaluation relativement à la charge hors trésorerie au titre de la dépréciation des écarts d'acquisition de 800 millions de dollars comptabilisée dans les états financiers consolidés annuels vérifiés de la société pour l'exercice terminé le 30 décembre 2006.

Intérêts débiteurs Les intérêts débiteurs au troisième trimestre de 2007 se sont élevés à 76 millions de dollars, comparativement à 78 millions de dollars en 2006. Les facteurs qui suivent ont touché les intérêts débiteurs :

- les intérêts sur la dette à long terme de 87 millions de dollars (86 millions de dollars en 2006);
- les intérêts sur les instruments financiers dérivés, compte tenu de l'incidence des swaps de taux d'intérêt, des swaps de devises et des contrats à terme de capitaux propres de la société, qui se chiffrent à 5 millions de dollars (3 millions de dollars en 2006);
- les intérêts créditeurs nets à court terme de 10 millions de dollars (5 millions de dollars en 2006); et
- des intérêts débiteurs de 6 millions de dollars (6 millions de dollars en 2006) ont été capitalisés au titre des immobilisations.

Les intérêts débiteurs pour l'exercice à ce jour s'élèvent à 193 millions de dollars comparativement à 199 millions de dollars en 2006.

1) Se reporter aux Mesures financières non conformes aux PCGR à la page 14.

Impôts sur le bénéfice Au troisième trimestre de 2007, le taux d'imposition effectif a diminué, passant de 35,3 % au troisième trimestre de 2006 à 32,2 %, en raison surtout du changement dans la proportion du bénéfice imposable gagné dans différentes compétences fiscales en 2007. Le taux d'imposition effectif pour l'exercice 2007 à ce jour s'est établi à 30,1 % comparativement à 31,3 % en 2006.

Bénéfice net Au troisième trimestre, le bénéfice net a diminué de 86 millions de dollars, ou 42,4 %, pour s'établir à 117 millions de dollars en comparaison de 203 millions de dollars au troisième trimestre de 2006 et a diminué de 247 millions de dollars, ou 46,0 %, pour s'établir à 290 millions de dollars pour l'exercice à ce jour en regard de 537 millions de dollars en 2006. Le bénéfice net de base par action ordinaire du troisième trimestre a baissé de 0,31 \$, ou 41,9 %, pour se chiffrer à 0,43 \$ par rapport à 0,74 \$ au cours du troisième trimestre de 2006 et a reculé de 0,90 \$, ou 45,9 %, pour s'établir à 1,06 \$ pour l'exercice à ce jour par rapport à 1,96 \$ au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Le bénéfice net de base par action ordinaire ajusté¹⁾ au troisième trimestre a diminué de 0,34 \$, ou 37,8 %, pour se chiffrer à 0,56 \$ comparativement à 0,90 \$ en 2006 et a chuté de 0,52 \$, ou 24,3 %, atteignant 1,62 \$ pour l'exercice à ce jour, en comparaison de 2,14 \$ en 2006.

Situation financière

Ratios financiers Le ratio de la dette nette¹⁾ sur les capitaux propres s'est établi à 0,71:1 à la fin du troisième trimestre de 2007 comparativement à 0,68:1 au cours de la période correspondante de 2006 et à 0,72:1 à la fin de l'exercice de 2006. L'augmentation du ratio de la dette nette¹⁾ sur les capitaux propres à la fin du troisième trimestre de 2007, comparativement à celui enregistré à la fin du troisième trimestre de l'exercice précédent, est attribuable à la diminution des capitaux propres, laquelle est surtout imputable à l'incidence négative de la charge hors trésorerie au titre de la dépréciation des écarts d'acquisition de 800 millions de dollars inscrite au quatrième trimestre de 2006, partiellement compensée par une baisse de la dette nette¹⁾.

Par suite de la baisse du bénéfice d'exploitation, le ratio de couverture des intérêts s'est établi à 2,9 fois pour les trois premiers trimestres de 2007, comparativement à 4,6 fois en 2006.

À la fin du troisième trimestre de 2007, le rendement de l'actif total moyen sur une base annuelle¹⁾ a diminué, s'établissant à (0,7 %), comparativement à 10,7 % pour la période correspondante de 2006 et à 2,3 % à la fin de l'exercice 2006. Le rendement des capitaux propres moyens sur une base annuelle¹⁾ à la fin du troisième trimestre a baissé, se chiffrant à (7,9 %) en comparaison de 12,3 % pour la période correspondante de 2006 et à (3,9 %) à la fin de l'exercice 2006. Ces deux ratios continuent de subir l'effet défavorable du recul du bénéfice d'exploitation cumulatif des quatre derniers trimestres, compte tenu de l'incidence négative de la charge hors trésorerie au titre de la dépréciation des écarts d'acquisition de 800 millions de dollars inscrite au cours du quatrième trimestre de 2006.

Dividendes sur les actions ordinaires Le Conseil d'administration de Loblaw a déclaré des dividendes trimestriels équivalant à 0,21 \$ par action ordinaire devant être versés le 1^{er} octobre 2007.

Capital-actions en circulation Le capital-actions en circulation de la société est composé d'actions ordinaires. Un nombre illimité d'actions ordinaires est autorisé et il y avait 274 173 564 actions ordinaires en circulation à la fin du trimestre. D'autres informations sur le capital-actions en circulation de la société figurent à la note 11 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Situation de trésorerie et sources de financement

Rentrées nettes liées aux activités d'exploitation Au troisième trimestre de 2007, les rentrées nettes liées aux activités d'exploitation ont atteint 448 millions de dollars par rapport à 394 millions de dollars pour la période correspondante de 2006. L'augmentation des rentrées nettes liées aux activités d'exploitation au troisième trimestre est principalement attribuable à la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement, en raison surtout de la variation des comptes fournisseurs et des charges à payer, partiellement compensée par la baisse du bénéfice net. Les rentrées nettes liées aux activités d'exploitation se sont chiffrées à 737 millions de dollars pour l'exercice à ce jour, comparativement à 403 millions de dollars en 2006. L'augmentation des rentrées nettes liées aux activités d'exploitation pour l'exercice à ce jour est principalement attribuable à la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement, en raison surtout de la variation des stocks.

Sorties nettes liées aux activités d'investissement Au troisième trimestre de 2007, les sorties nettes liées aux activités d'investissement ont atteint 286 millions de dollars, comparativement à 229 millions de dollars en 2006. La raison principale de ce changement est attribuable à une augmentation des créances sur cartes de crédit après titrisation. Au troisième trimestre, les dépenses en immobilisations se sont élevées

1) Se reporter aux Mesures financières non conformes aux PCGR à la page 14.

à 216 millions de dollars (313 millions de dollars en 2006). Pour l'exercice à ce jour, les sorties nettes liées aux activités d'investissement s'élevaient à 441 millions de dollars contre 899 millions de dollars en 2006. Pour l'exercice à ce jour, la majeure partie de la variation des sorties nettes liées aux activités d'investissement est attribuable à la diminution des dépenses en immobilisations de 236 millions de dollars, de même qu'au fait que la société a moins délaissé la trésorerie et les équivalents de trésorerie, pour opter pour des placements à court terme relativement à la fin de l'exercice, qu'elle ne l'avait fait à l'exercice précédent, en raison d'une modification de l'échéance du portefeuille de ses placements à court terme. Les dépenses en immobilisations se sont élevées à 440 millions de dollars (676 millions de dollars en 2006) pour l'exercice à ce jour. Loblaw continue à maintenir et à renouveler l'ensemble de ses actifs et à investir pour assurer sa croissance partout au Canada, bien qu'à un rythme plus lent que par les exercices précédents. Les investissements de la société visent surtout à stimuler le chiffre d'affaires des magasins comparables plutôt qu'à augmenter la superficie en pieds carrés des magasins.

Au cours du troisième trimestre de 2007, la Banque *le Choix du Président* (la « Banque PC »), filiale en propriété exclusive de la société, a procédé à la titrisation de créances sur cartes de crédit de 100 millions de dollars (125 millions de dollars en 2006) et de 225 millions de dollars pour l'exercice à ce jour (240 millions de dollars en 2006), par la vente d'une partie du total des droits sur ces créances aux fiducies indépendantes. La titrisation a donné lieu à une perte nette minimale (perte nette minimale en 2006), compte tenu des hypothèses présentées à la note 11 afférente aux états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 30 décembre 2006 compris dans le Rapport annuel 2006 de la société. Le recours des fiducies indépendantes à l'égard des actifs de la Banque PC se limite aux droits conservés de la Banque PC et est aussi appuyé par la société au moyen d'une lettre de garantie, correspondant à 9 % (9 % en 2006) sur une tranche du montant titrisé.

Rentrées nettes (sorties nettes) liées aux activités de financement Au troisième trimestre de 2007, les sorties nettes liées aux activités de financement se sont chiffrées à 126 millions de dollars comparativement à 143 millions de dollars en 2006. Au cours du troisième trimestre de 2007, la variation des sorties nettes liées aux effets de commerce a atteint 262 millions de dollars et la variation des rentrées nettes liées à la dette à court terme s'est élevée à 306 millions de dollars. Pour l'exercice à ce jour, les sorties nettes liées aux activités de financement se sont chiffrées à 306 millions de dollars comparativement à des rentrées nettes liées aux activités de financement de 147 millions de dollars en 2006, en raison principalement de la diminution des effets de commerce partiellement compensée par une augmentation de la dette à court terme. Pour les trois premiers trimestres de 2007, la variation des sorties nettes liées aux effets de commerce s'est élevée à 836 millions de dollars et la variation des rentrées nettes liées à la dette à court terme s'est chiffrée à 306 millions de dollars.

Au cours du deuxième trimestre de 2007, Dominion Bond Rating Service (« DBRS ») a revu à la baisse les billets à moyen terme (« BMT ») et les débetures de la société, qui sont passés de la cote « A » à « A (bas) » et a confirmé le maintien à son niveau actuel de la cote des effets de commerce de la société à « R-1 (bas) » avec perspective « négative » dans les deux cas. De même, au cours du deuxième trimestre, Standard & Poor's (« S&P ») a revu à la baisse la cote du crédit à long terme de la société, qui passe de « A- » à « BBB+ » tandis que la notation des effets de commerce a été confirmée à « A-1 (bas) ». S&P a retiré la société de la surveillance avec perspective « négative » qui a été changée à « stable ».

Au cours du premier trimestre de 2007, la société a obtenu une facilité de crédit engagée renouvelable de 364 jours, d'un montant de 500 millions de dollars, consentie par plusieurs banques pour les besoins généraux de la société, échéant en mars 2008 et n'ayant pas de clauses restrictives financières. À la fin du troisième trimestre, 296 millions de dollars ont été tirés sur cette facilité de crédit à des taux d'intérêt à court terme variables. Au cours du troisième trimestre de 2007, la société a réduit l'utilisation d'effets de commerce, en raison des conditions du marché mondial du crédit; toutefois, vers la fin du trimestre, les conditions du marché des effets de commerce pour la société se sont améliorées. La société continue de puiser dans des facilités de crédit avec et sans engagement, ce qui augmente légèrement ses coûts de financement.

Une baisse de la cote du crédit à court terme de la société peut nuire à sa capacité d'obtenir du financement à court terme par le biais de son programme d'effets de commerce, ce qui peut entraîner une augmentation des coûts d'emprunt. La société ne prévoit pas avoir de difficulté à obtenir du financement externe.

Dans l'éventualité d'une baisse supplémentaire de la cote du crédit à long terme de la société publiée par DBRS et d'une cessation possible de la convention de fiducie de financement indépendante, la capacité des franchisés de la société d'obtenir du financement grâce à une structure comprenant des fiducies de financement indépendantes serait perturbée et des montants de 44 millions de dollars seraient tirés d'une lettre de crédit de soutien fournie par Loblaw à la fiducie de financement indépendante. Le montant du capital des prêts aux franchisés en cours à la fin du troisième trimestre de 2007 s'élève à 418 millions de dollars. La société examine d'autres mécanismes de financement pour ces franchisés afin de remédier à cette situation. Dans l'éventualité où la société restructurerait les fiducies de financement indépendantes, toute nouvelle structure de financement qui serait mise en place devrait être examinée pour déterminer les répercussions éventuelles concernant la consolidation des EDDV.

Au cours du premier trimestre de 2007, Loblaw a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités dans le but de racheter à la Bourse de Toronto jusqu'à 13 708 678 de ses actions ordinaires, ce qui représente environ 5 % de ses actions ordinaires en circulation, ou de conclure des contrats de dérivés de capitaux propres à cette fin. En vertu des règles et règlements de la Bourse de Toronto, Loblaw peut racheter ses actions aux cours du marché à la date du rachat. La société n'a pas racheté d'actions en vertu de son offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour l'exercice 2007 à ce jour.

Flux de trésorerie disponibles¹⁾ Au troisième trimestre de 2007, les flux de trésorerie disponibles¹⁾ se sont chiffrés à 117 millions de dollars comparativement à un montant négatif de 34 millions de dollars au troisième trimestre de 2006. Cette amélioration constatée au troisième trimestre est principalement attribuable à l'augmentation des rentrées nettes liées aux activités d'exploitation de 54 millions de dollars et à la diminution des dépenses en immobilisations de 97 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Pour l'exercice à ce jour, les flux de trésorerie disponibles¹⁾ se sont établis à 67 millions de dollars comparativement à un montant négatif de 446 millions de dollars en 2006, principalement en raison d'une augmentation des rentrées nettes liées aux activités d'exploitation de 334 millions de dollars, résultant essentiellement de la diminution des niveaux de stocks et de la réduction des dépenses en immobilisations de 236 millions de dollars, partiellement contrebalancée par le calendrier de paiement de dividendes de 57 millions de dollars.

Résultats d'exploitation trimestriels

Le tableau qui suit résume les principales informations financières consolidées tirées des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la société pour chacun des huit derniers trimestres. Ces informations ont été dressées conformément aux PCGR canadiens et sont présentées en dollars canadiens. Chacun des trimestres présentés comptait 12 semaines, à l'exception du troisième trimestre, qui en comptait 16.

Sommaire des résultats trimestriels (non vérifié)

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Troisième trimestre		Deuxième trimestre		Premier trimestre		Quatrième trimestre	
	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2006	2005
Chiffre d'affaires	9 137 \$	9 010 \$	6 933 \$	6 699 \$	6 347 \$	6 147 \$	6 784 \$	6 552 \$
Bénéfice net (perte)	117 \$	203 \$	119 \$	194 \$	54 \$	140 \$	(756)\$	201 \$
Bénéfice net (perte) par action ordinaire								
De base (en dollars)	0,43 \$	0,74 \$	0,43 \$	0,71 \$	0,20 \$	0,51 \$	(2,76)\$	0,73 \$
Dilué(e) (en dollars)	0,43 \$	0,74 \$	0,43 \$	0,71 \$	0,20 \$	0,51 \$	(2,76)\$	0,73 \$

La croissance du chiffre d'affaires s'est poursuivie au cours du troisième trimestre de 2007 comparativement à celui de 2006. La croissance du chiffre d'affaires des magasins comparables pendant le trimestre en cours a progressé de 1,6 %, compte tenu de l'incidence négative de la baisse des ventes de produits du tabac, laquelle a freiné la croissance du chiffre d'affaires et celle du chiffre d'affaires des magasins comparables pendant les deux derniers trimestres de 2006 et les trois premiers trimestres de 2007. Les ventes de produits du tabac ne contribuent pas de façon importante au bénéfice.

Les fluctuations du bénéfice net trimestriel de 2006 et de 2007 sont imputables à un certain nombre de charges spécifiques liées aux initiatives en cours, à une charge hors trésorerie au titre de la dépréciation des écarts d'acquisition de 800 millions de dollars au quatrième trimestre de 2006 et aux charges de restructuration et autres charges à la fin de 2006 puis au cours des trois premiers trimestres de 2007.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière afin de fournir l'assurance raisonnable que l'information financière produite est fiable et que l'établissement des états financiers à des fins externes est conforme aux PCGR canadiens.

En date du 6 octobre 2007, la direction a conclu que des faiblesses existaient dans la conception du contrôle interne de la société à l'égard de la présentation de l'information financière pour ce qui est du contrôle des stocks, principalement en ce qui a trait à l'évaluation des stocks de marchandise générale. Cette faiblesse de conception est principalement attribuable à l'absence de contrôles compensatoires suffisants, étant donné l'absence d'un système de gestion des stocks permanent. Cette faiblesse existe depuis la fin du premier trimestre de 2007.

1) Se reporter aux Mesures financières non conformes aux PCGR à la page 14.

Bien qu'il soit possible que cette faiblesse de conception, si la société n'y avait pas remédié, ait pu entraîner des inexactitudes importantes dans les soldes de stocks actuels et futurs de la société, la direction a conclu que les états financiers consolidés compris dans le présent rapport trimestriel donnent une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie consolidés de la société pour les seize et quarante semaines terminées le 6 octobre 2007. La direction est arrivée à cette conclusion en tenant compte de l'incidence globale d'un certain nombre de facteurs, y compris de l'exécution d'un nombre important de dénombrements des stocks effectués dans les magasins de la société au cours des trois premiers trimestres de 2007 et d'autres procédés de corroboration mis en œuvre par la direction afin de valider la valeur comptable des stocks à l'aide de sa méthode d'évaluation courante des coûts.

La société a réalisé des progrès en vue de remédier à cette faiblesse de conception en élaborant une structure de contrôle durable pour l'évaluation des stocks de même qu'un plan exhaustif pour l'application du contrôle, y compris la confirmation du nombre des dénombrements des stocks requis pour lui fournir l'assurance de statistiques valides lui permettant d'extrapoler les résultats de ces dénombrements. En outre, la société a élaboré et est à mettre en œuvre des politiques et des procédés révisés de détection des stocks excédentaires. Elle procède actuellement à la mise en service d'un système de gestion des stocks permanent et étudie le rôle qu'un système de cette nature peut avoir sur l'évaluation de ses stocks.

Il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne de la société à l'égard de l'information financière au cours des seize semaines terminées le 6 octobre 2007 qui a eu ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante sur le contrôle interne de la société à l'égard de l'information financière.

Poursuites

Au cours du premier trimestre de 2007, la société a été l'un des 17 défendeurs à recevoir signification d'une poursuite déposée auprès de la Cour supérieure de l'Ontario et intentée par certains bénéficiaires d'un régime de retraite interentreprises auquel les salariés et quelques-uns des franchisés de la société participent. Dans leur réclamation contre leur employeur respectif et les fiduciaires du régime de retraite interentreprises, les demandeurs allèguent que les actifs dudit régime ont été mal gérés et réclament, entre autres, des dommages-intérêts de un milliard de dollars. De plus, les demandeurs sollicitent la nomination d'un représentant de la défense pour les employeurs de tous les participants du régime de retraite interentreprises. Le représentant des demandeurs a récemment avisé la société qu'il avait reçu instructions de ses clients de mettre fin à la poursuite contre les employeurs, notamment la société. La poursuite visant les fiduciaires est maintenue et l'un des fiduciaires, un administrateur de la société, pourrait avoir droit de recevoir une indemnisation de la société.

Outre la réclamation susmentionnée, la société peut faire l'objet de diverses poursuites et réclamations dans le cours normal de ses activités. Le résultat de ces poursuites demeure incertain. Cependant, compte tenu de l'information à sa disposition à ce jour, la société ne prévoit pas que ces poursuites auront une incidence importante, de façon individuelle ou collective, sur ses activités.

Normes comptables mises en application en 2007

Le 31 décembre 2006, la société a mis en application les nouvelles normes exposées dans les chapitres suivants du *Manuel de l'ICCA* (l'Institut Canadien des Comptables Agréés) : le chapitre 3855, « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation », le chapitre 3865, « Couvertures », le chapitre 1530, « Résultat étendu », le chapitre 3251, « Capitaux propres », et le chapitre 3861, « Instruments financiers – informations à fournir et présentation ». Ces normes ont été appliquées sans retraitement des données des périodes antérieures. Les ajustements de transition qui découlent de la mise en application de ces normes ont été constatés dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis et dans le solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu.

Ces nouvelles normes comptables exigent que tous les instruments financiers soient classés dans une catégorie déterminée, soit à titre d'actifs financiers ou de passifs financiers détenus à des fins de transaction, de placements détenus jusqu'à leur échéance, de prêts ou de créances, d'actifs financiers disponibles à la vente ou d'autres passifs financiers. Les instruments financiers qui entrent dans le champ d'application de cette norme, y compris les dérivés, doivent être inclus dans le bilan de la société et évalués à leur juste valeur, à l'exception des prêts et des créances, des actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance et des autres passifs financiers, qui sont évalués au coût ou au coût après amortissement. Les actifs financiers et les passifs financiers détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur, et les gains et les pertes sont comptabilisés en résultat net dans la période au cours de laquelle ils se produisent. Les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur et les gains et les pertes non réalisés, y compris les variations des taux de change, sont constatés dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'actif financier soit décomptabilisé ou subisse une dépréciation, lorsque cela se produit, les gains ou les pertes non réalisés sont comptabilisés en résultat net. En ce qui a trait aux

couvertures de flux de trésorerie, la partie efficace des variations de la juste valeur de l'élément de couverture est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu. Dans la mesure où la variation de la juste valeur du dérivé n'est pas entièrement compensée par la variation de la juste valeur de l'élément couvert, la partie inefficace de la relation de couverture est comptabilisée immédiatement en résultat net.

À la mise en application de ces normes, la société a inscrit les ajustements de transition suivants :

(en millions de dollars)	Total des ajustements de transition
Bilan consolidé	
Autres actifs	35 \$
Impôts futurs	(7)
Autres passifs	41
Bénéfices non répartis	(15)
Cumul des autres éléments du résultat étendu	16

Pour de plus amples détails sur les modifications comptables spécifiques et leurs incidences, se reporter à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Normes comptables futures

Informations à fournir concernant le capital et instruments financiers – informations à fournir et présentation En décembre 2006, l'ICCA a publié trois nouvelles normes comptables : le chapitre 1535, « Informations à fournir concernant le capital », le chapitre 3862, « Instruments financiers – informations à fournir », et le chapitre 3863 « Instruments financiers – présentation ».

Le chapitre 1535 établit des directives à l'égard de la présentation de l'information concernant le capital d'une société ainsi qu'à l'égard de la façon dont il est géré. Une société est tenue de présenter davantage d'informations à l'égard des objectifs, des politiques et des procédures de gestion du capital ainsi que des informations quantitatives sur ce qu'elle considère comme du capital.

Les chapitres 3862 et 3863 remplacent le chapitre 3861, « Instruments financiers – informations à fournir et présentation ». Le chapitre 3862 impose davantage d'informations à fournir à l'égard des risques associés aux instruments financiers et la façon dont ces risques sont gérés. Le chapitre 3863 reprend les normes à l'égard de la présentation des instruments financiers et des dérivés non financiers et il fournit des directives supplémentaires quant au classement des instruments financiers, du point de vue de l'émetteur, sous la rubrique du passif et des capitaux propres.

Ces normes entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2007 et, par conséquent, la société mettra celles-ci en application à compter du premier trimestre de 2008.

Stocks En juin 2007, l'ICCA a publié le nouveau chapitre 3031, « Stocks » qui remplacera le chapitre 3030 actuel portant le même titre. La nouvelle norme établit des directives sur la détermination des coûts et exige que les stocks soient évalués au coût ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux, en indiquant plus précisément les coûts à inclure dans le coût des stocks. Les coûts tels que les coûts de stockage et les frais généraux et administratifs qui ne contribuent pas à amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent sont précisément exclus du coût des stocks et sont passés en charges à la période au cours de laquelle ils sont engagés. Cette norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2008. La société l'appliquera donc dès le premier trimestre de 2008 au solde d'ouverture des stocks de la période avec ajustement du solde d'ouverture des bénéfices non répartis, déduction faite des impôts sur le bénéfice, pour l'écart dans l'évaluation du solde d'ouverture sans retraitement des périodes antérieures. La société évalue actuellement les répercussions de ces nouvelles exigences et s'attend à constater un ajustement au moment de l'entrée en vigueur de cette norme. Selon une analyse préliminaire à jour des stocks courants au troisième trimestre de 2007, la société s'attend à comptabiliser, lors de la mise en place de cette norme, une diminution de l'évaluation du solde d'ouverture de moins de 4 % de la valeur des stocks avec une diminution équivalente du solde d'ouverture des bénéfices non répartis de moins de 50 millions de dollars, déduction faite des impôts sur le bénéfice.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les normes comptables futures susmentionnées, il y a lieu de se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Perspectives

Les coûts de mise en oeuvre des mesures de la société, en prévision de l'avenir, notamment son investissement continu dans les prix, se sont lourdement répercutés sur les résultats du trimestre en cours. Les employés s'habituent à leurs nouvelles fonctions et responsabilités. Les principaux projets sont sur la bonne voie et la société est satisfaite des progrès réalisés à ce jour. Cependant, certaines embûches se présenteront inévitablement au cours des trois à cinq années nécessaires à son redressement. La société s'attend à ce que les marges fassent l'objet de pressions continues et que les bénéfices subissent des répercussions négatives. À court terme, la société s'attend à une robuste croissance du volume des ventes au quatrième trimestre, mais à une diminution continue des marges. Il sera plus difficile d'établir une comparaison entre les données des résultats du premier semestre du prochain exercice. La société a confiance en sa stratégie de redressement et est déterminée à refaire de Loblaw le meilleur détaillant.

Information supplémentaire

L'information financière supplémentaire sur la société a été transmise par voie électronique à divers organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières au Canada au moyen du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (« SEDAR ») et elle peut être consultée en ligne à l'adresse www.sedar.com et auprès du Bureau du surintendant des institutions financières (« BSIF »), organisme de réglementation principal de la Banque *le Choix du Président*, filiale de la société.

Mesures financières non conformes aux PCGR

La société présente ses résultats financiers selon les PCGR canadiens. Toutefois, la société a inclus certaines mesures financières et certains ratios financiers non conformes aux PCGR qui, à son avis, fournissent de l'information utile à la direction et aux lecteurs de ce rapport trimestriel, pour évaluer le rendement financier et la situation financière de la société, pour les raisons décrites ci-après. Ces mesures n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR canadiens et, par conséquent, peuvent ne pas être comparables à des mesures portant le même nom présentées par d'autres sociétés cotées en bourse. Elles ne devraient pas non plus être interprétées comme des mesures remplaçant d'autres mesures financières déterminées conformément aux PCGR canadiens.

Chiffre d'affaires et croissance du chiffre d'affaires, compte non tenu de l'incidence des ventes de produits du tabac et des EDDV Ces mesures financières ne tiennent pas compte de l'incidence sur le chiffre d'affaires de la baisse des ventes de produits du tabac et du regroupement de certains franchisés indépendants par la société à la suite de la mise en application de la NOC-15. Les ventes de produits du tabac continuent à diminuer par suite de la décision d'un important fournisseur de produits du tabac qui, au cours du troisième trimestre de 2006, a commencé à distribuer directement sa marchandise à certains clients des magasins cash & carry et clubs-entrepôts de la société. Ces incidences sur le chiffre d'affaires ne sont pas prises en compte étant donné que la société estime que cela permet une analyse plus efficace de son rendement d'exploitation. Le tableau « Chiffre d'affaires et croissance du chiffre d'affaires, compte non tenu de l'incidence des ventes de produits du tabac et des EDDV » figurant à la page 6 du présent rapport de gestion rapproche ces mesures financières et les mesures financières conformes aux PCGR canadiens.

Bénéfice d'exploitation et marge d'exploitation ajustés Le tableau qui suit rapproche le bénéfice d'exploitation ajusté et le bénéfice d'exploitation conforme aux PCGR canadiens présenté dans les états consolidés intermédiaires non vérifiés des résultats pour les périodes de seize et de quarante semaines terminées le 6 octobre 2007 et le 7 octobre 2006. Les éléments présentés dans le rapprochement ci-après ne sont pas pris en compte étant donné que la société estime que leur exclusion permet une analyse plus efficace de son rendement d'exploitation. En outre, ils touchent la comparabilité des résultats financiers et pourraient fausser l'analyse des tendances. Le fait de les exclure ne signifie pas qu'ils ne sont pas susceptibles de se répéter. La direction utilise le bénéfice d'exploitation ajusté et la marge d'exploitation ajustée pour évaluer le rendement de la société et prendre des décisions en ce qui concerne ses activités poursuivies.

(en millions de dollars)	2007 16 semaines	2006 16 semaines	2007 40 semaines	2006 40 semaines
Bénéfice d'exploitation	250 \$	398 \$	602 \$	984 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :				
Incidence nette de la rémunération à base d'actions et des contrats à terme de capitaux propres connexes	19	31	20	43
Charges de restructuration et autres charges	24	1	186	9
Liquidation de stocks	3	-	12	-
EDDV	(9)	(8)	(7)	(8)
Charge liée aux indemnités de départ	-	12	-	12
Bénéfice d'exploitation ajusté	287 \$	434 \$	813 \$	1 040 \$

La marge d'exploitation ajustée est calculée comme le bénéfice d'exploitation ajusté divisé par le chiffre d'affaires, compte non tenu de l'incidence des ventes de produits du tabac et des EDDV.

BAIIA et marge du BAIIA ajustés Le tableau qui suit rapproche le bénéfice ajusté avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA ») et le bénéfice d'exploitation ajusté, lequel est rapproché des mesures conformes aux PCGR canadiens présentées dans les états consolidés intermédiaires non vérifiés des résultats dans le tableau ci-dessus pour les périodes de seize et de quarante semaines terminées le 6 octobre 2007 et le 7 octobre 2006. La direction utilise le BAIIA ajusté pour évaluer le rendement des activités poursuivies de la société et sa capacité à générer des flux de trésorerie pour financer ses besoins de trésorerie, notamment son programme de dépenses en immobilisations.

(en millions de dollars)	2007 16 semaines	2006 16 semaines	2007 40 semaines	2006 40 semaines
Bénéfice d'exploitation ajusté	287 \$	434 \$	813 \$	1 040 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :				
Amortissement	180	184	454	457
Amortissement des EDDV	(11)	(7)	(27)	(19)
BAIIA ajusté	456 \$	611 \$	1 240 \$	1 478 \$

La marge BAIIA ajustée est calculée comme le BAIIA ajusté divisé par le chiffre d'affaires, compte non tenu de l'incidence des ventes de produits du tabac et des EDDV.

Bénéfice net de base par action ordinaire ajusté Le tableau qui suit rapproche le bénéfice net de base par action ordinaire ajusté et le bénéfice net de base par action ordinaire conforme aux PCGR canadiens présenté dans les états consolidés intermédiaires non vérifiés des résultats pour les périodes de seize et de quarante semaines terminées le 6 octobre 2007 et le 7 octobre 2006. Les éléments présentés dans le rapprochement ci-après ne sont pas pris en compte étant donné que la société estime que leur exclusion permet une analyse plus efficace de son rendement d'exploitation. En outre, ils touchent la comparabilité des résultats financiers et pourraient fausser l'analyse des tendances. Le fait de les exclure ne signifie pas qu'ils ne sont pas susceptibles de se répéter. La direction utilise le bénéfice net de base par action ordinaire ajusté pour évaluer le rendement de la société et prendre des décisions à l'égard de ses activités poursuivies.

Rapport de gestion

	2007 16 semaines	2006 16 semaines	2007 40 semaines	2006 40 semaines
Bénéfice net de base par action ordinaire	0,43 \$	0,74 \$	1,06 \$	1,96 \$
Ajouter (déduire) l'incidence des éléments suivants :				
Incidence nette de la rémunération à base d'actions et des contrats à terme de capitaux propres connexes	0,08	0,14	0,09	0,19
Charges de restructuration et autres charges	0,05	-	0,44	0,02
Liquidation de stocks	0,01	-	0,03	-
EDDV	(0,01)	(0,01)	-	-
Charge liée aux indemnités de départ	-	0,03	-	0,03
Variation des taux d'imposition prévus par la loi	-	-	-	(0,06)
Bénéfice net de base par action ordinaire ajusté	0,56 \$	0,90 \$	1,62 \$	2,14 \$

Dettes nettes Le tableau ci-dessous rapproche la dette nette utilisée dans le calcul du ratio de la dette nette sur les capitaux propres et les mesures conformes aux PCGR canadiens présentées dans les bilans consolidés intermédiaires non vérifiés au 6 octobre 2007 et au 7 octobre 2006. La société calcule sa dette nette comme étant la somme de sa dette à long terme et de sa dette à court terme moins la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les placements à court terme. Le ratio de la dette nette sur les capitaux propres est utile pour évaluer le niveau d'endettement.

(en millions de dollars)	2007	2006
Dettes bancaires	32 \$	58 \$
Effets de commerce	239	864
Dettes à court terme	306	-
Tranche à moins de un an de la dette à long terme	432	29
Dettes à long terme	3 856	4 208
Moins : trésorerie et équivalents de trésorerie	570	550
placements à court terme	333	342
Dettes nettes	3 962 \$	4 267 \$

Flux de trésorerie disponibles Le tableau ci-dessous rapproche les flux de trésorerie disponibles et les mesures conformes aux PCGR canadiens présentées dans les états consolidés intermédiaires non vérifiés des flux de trésorerie pour les périodes de seize et de quarante semaines terminées le 6 octobre 2007 et le 7 octobre 2006. La société calcule les flux de trésorerie disponibles comme étant des rentrées nettes liées aux activités d'exploitation moins les acquisitions d'immobilisations et les dividendes. La société est d'avis que les flux de trésorerie disponibles sont une mesure utile de la variation de la trésorerie disponible aux fins de ses besoins de financement supplémentaires.

(en millions de dollars)	2007 16 semaines	2006 16 semaines	2007 40 semaines	2006 40 semaines
Rentrées nettes liées aux activités d'exploitation	448 \$	394 \$	737 \$	403 \$
Moins : acquisitions d'immobilisations	216	313	440	676
dividendes	115	115	230	173
Flux de trésorerie disponibles	117 \$	(34) \$	67 \$	(446) \$

Total de l'actif Le tableau ci-dessous rapproche le total de l'actif utilisé pour mesurer le rendement de l'actif total moyen et les mesures conformes aux PCGR canadiens présentées dans les bilans consolidés intermédiaires non vérifiés au 6 octobre 2007 et au 7 octobre 2006. La société estime que le ratio du rendement sur l'actif total moyen est utile pour évaluer le rendement des actifs d'exploitation et, par conséquent, ne tient pas compte de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements à court terme dans le total de l'actif utilisé dans ce ratio.

(en millions de dollars)	2007	2006
Total de l'actif	13 357 \$	14 031 \$
Moins : trésorerie et équivalents de trésorerie	570	550
placements à court terme	333	342
Total de l'actif	12 454 \$	13 139 \$

États consolidés des résultats

(non vérifié)

Pour les périodes terminées le 6 octobre 2007 et le 7 octobre 2006

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2007	2006	2007	2006
	16 semaines	16 semaines	40 semaines	40 semaines
Chiffre d'affaires	9 137 \$	9 010 \$	22 417 \$	21 856 \$
Charges d'exploitation				
Coût des ventes, frais de vente et d'administration	8 683	8 427	21 175	20 406
Amortissement	180	184	454	457
Charges de restructuration et autres charges (note 4)	24	1	186	9
	8 887	8 612	21 815	20 872
Bénéfice d'exploitation	250	398	602	984
Intérêts débiteurs (note 5)	76	78	193	199
Bénéfice avant impôts sur le bénéfice	174	320	409	785
Impôts sur le bénéfice (note 6)	56	113	123	246
Bénéfice net avant la participation sans contrôle	118	207	286	539
Participation sans contrôle	1	4	(4)	2
Bénéfice net	117 \$	203 \$	290 \$	537 \$
Bénéfice net par action ordinaire (en dollars) (note 7) de base et dilué	0,43 \$	0,74 \$	1,06 \$	1,96 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

États consolidés des capitaux propres

(non vérifié)

Pour les périodes terminées le 6 octobre 2007 et le 7 octobre 2006

(en millions de dollars, sauf indication contraire)

	2007 40 semaines	2006 40 semaines
Capital-actions ordinaire au début et à la fin de la période	1 196 \$	1 192 \$
Bénéfices non répartis au début de la période	4 245 \$	4 694 \$
Effet cumulatif de la mise en application de nouvelles normes comptables (note 2)	(15)	-
Bénéfice net	290	537
Dividendes déclarés par action ordinaire – 0,63 \$ (0,63 \$ en 2006)	(173)	(173)
Bénéfices non répartis à la fin de la période	4 347 \$	5 058 \$
Cumul des autres éléments du résultat étendu au début de la période	- \$	
Effet cumulatif de la mise en application de nouvelles normes comptables (note 2)	16	
Autres éléments du résultat étendu	(3)	
Cumul des autres éléments du résultat étendu à la fin de la période (note 12)	13 \$	
Total des capitaux propres	5 556 \$	6 250 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

État consolidé du résultat étendu

(non vérifié)

Pour la période terminée le 6 octobre 2007

(en millions de dollars)

	2007 16 semaines	2007 40 semaines
Bénéfice net	117 \$	290 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts sur le bénéfice		
Perte non réalisée sur les actifs financiers disponibles à la vente	(32)	(61)
Reclassement dans le bénéfice net de la perte sur les actifs financiers disponibles à la vente	27	14
	(5)	(47)
Gain net sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	31	56
Reclassement dans le bénéfice net du gain sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	(25)	(12)
	6	44
Autres éléments du résultat étendu	1	(3)
Total du résultat étendu	118 \$	287 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Bilans consolidés

(en millions de dollars)	Au 6 octobre 2007 (non vérifié)	Au 7 octobre 2006 (non vérifié)	Au 30 décembre 2006
Actif			
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	570 \$	550 \$	669 \$
Placements à court terme	333	342	327
Débiteurs (note 8)	656	585	728
Stocks	1 904	2 155	2 037
Impôts sur le bénéfice (note 6)	67	20	63
Impôts futurs	94	53	85
Charges payées d'avance et autres actifs	61	72	39
Total de l'actif à court terme	3 685	3 777	3 948
Immobilisations	8 078	7 987	8 055
Écart d'acquisition (note 3)	804	1 589	794
Autres actifs	790	678	689
Total de l'actif	13 357 \$	14 031 \$	13 486 \$
Passif			
Passif à court terme			
Dette bancaire	32 \$	58 \$	1 \$
Effets de commerce	239	864	647
Dette à court terme (note 10)	306	-	-
Créditeurs et charges à payer	2 329	2 062	2 598
Tranche à moins de un an de la dette à long terme	432	29	27
Total du passif à court terme	3 338	3 013	3 273
Dette à long terme	3 856	4 208	4 212
Impôts futurs	212	233	234
Autres passifs	387	314	314
Participation sans contrôle	8	13	12
Total du passif	7 801	7 781	8 045
Capitaux propres			
Capital-actions ordinaire (note 11)	1 196	1 192	1 196
Bénéfices non répartis	4 347	5 058	4 245
Cumul des autres éléments du résultat étendu (notes 2 et 12)	13	-	-
Total des capitaux propres	5 556	6 250	5 441
Total du passif et des capitaux propres	13 357 \$	14 031 \$	13 486 \$

Éventualités, engagements et garanties (note 15)

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

États consolidés des flux de trésorerie

(non vérifié)

Pour les périodes terminées le 6 octobre 2007 et le 7 octobre 2006

(en millions de dollars)

	2007 16 semaines	2006 16 semaines	2007 40 semaines	2006 40 semaines
Activités d'exploitation				
Bénéfice net avant la participation sans contrôle	118 \$	207 \$	286 \$	539 \$
Amortissement	180	184	454	457
Charges de restructuration et autres charges (note 4)	24	1	186	9
Impôts futurs	-	29	(25)	13
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	68	(63)	(262)	(679)
Autres	58	36	98	64
Rentrées nettes liées aux activités d'exploitation	448	394	737	403
Activités d'investissement				
Acquisitions d'immobilisations	(216)	(313)	(440)	(676)
Placements à court terme	(56)	(2)	(65)	(350)
Produit tiré de la vente d'immobilisations	29	71	48	81
Créances sur cartes de crédit, après titrisation (note 8)	(47)	32	45	84
Placements dans des franchises et autres créances	12	(5)	15	(5)
Autres	(8)	(12)	(44)	(33)
Sorties nettes liées aux activités d'investissement	(286)	(229)	(441)	(899)
Activités de financement				
Dette bancaire	(66)	(45)	31	28
Effets de commerce	(243)	19	(408)	428
Dette à court terme (note 10)	306	-	306	-
Dette à long terme				
Émise	2	14	25	18
Remboursée	(10)	(16)	(30)	(154)
Dividendes	(115)	(115)	(230)	(173)
(Sorties) rentrées nettes liées aux activités de financement	(126)	(143)	(306)	147
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(38)	-	(89)	(17)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(2)	22	(99)	(366)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	572	528	669	916
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	570 \$	550 \$	570 \$	550 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés

Note 1. Résumé des principes comptables importants

Règles de présentation Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Ces états financiers ont été dressés selon les mêmes conventions et méthodes comptables que celles qui ont été employées dans l'établissement des états financiers consolidés annuels vérifiés pour l'exercice terminé le 30 décembre 2006, à l'exception de ce qui est indiqué dans la note 2. Conformément aux PCGR canadiens, des informations additionnelles sont requises dans les états financiers annuels; les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent donc être lus à la lumière des états financiers consolidés annuels vérifiés et des notes y afférentes figurant dans le rapport annuel 2006 de Les Compagnies Loblaw limitée.

Règles de consolidation Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Les Compagnies Loblaw limitée et ceux de ses filiales, collectivement appelées la « société » ou « Loblaw ». La société détient une participation de 100 % dans le capital-actions avec droit de vote de ses filiales. La société consolide également les entités à détenteurs de droits variables (« EDDV ») sur lesquelles le contrôle s'exerce autrement que par la détention de la majorité des droits de vote.

Estimations et hypothèses L'établissement des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants et les informations présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes y afférentes. Ces estimations et hypothèses sont fondées sur l'expérience passée, les connaissances optimales que la direction possède des événements et de la conjoncture en cours et sur les activités qui pourraient être entreprises à l'avenir. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Certaines estimations, comme celles relatives à l'évaluation des stocks, des écarts d'acquisition, des impôts sur le bénéfice, de la taxe sur les produits et services et des taxes de vente provinciales, des immobilisations corporelles ainsi que des avantages sociaux futurs, dépendent de jugements subjectifs ou complexes sur des questions pouvant être incertaines, et les changements dans ces estimations pourraient avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés.

Normes comptables futures

Informations à fournir concernant le capital et Instruments financiers – informations à fournir et présentation En décembre 2006, l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA ») a publié trois nouvelles normes comptables, soit le chapitre 1535, « Informations à fournir concernant le capital », le chapitre 3862, « Instruments financiers – Informations à fournir », et le chapitre 3863, « Instruments financiers – présentation ».

Le chapitre 1535 établit des directives à l'égard de la présentation de l'information concernant le capital d'une société ainsi qu'à l'égard de la façon dont il est géré. Une société est tenue de présenter davantage d'informations à l'égard i) des objectifs, des politiques et des procédures de gestion du capital de l'entité; ii) des informations quantitatives sur ce qu'elle considère comme du capital; et iii) le fait que l'entité s'est conformée aux exigences en matière de capital auxquelles elle est soumise, et si l'entité ne s'est pas conformée, les conséquences de cette inapplication.

Les chapitres 3862 et 3863 remplacent le chapitre 3861, « Instruments financiers – Informations à fournir et présentation ». Le chapitre 3862 impose davantage d'informations à fournir à l'égard des risques associés aux instruments financiers tels que le risque de crédit, le risque d'illiquidité et le risque de marché, et les méthodes utilisées pour repérer, surveiller et gérer ces risques. Le chapitre 3863 reprend les normes à l'égard de la présentation des instruments financiers et des dérivés non financiers et il fournit des directives supplémentaires quant au classement des instruments financiers, du point de vue de l'émetteur, sous la rubrique du passif ou des capitaux propres.

Ces normes entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2007 et, par conséquent, la société mettra celles-ci en application à compter du premier trimestre de 2008.

Stocks Le nouveau chapitre 3031, « Stocks » a été publié en juin 2007 et remplacera le chapitre 3030 actuel portant le même titre. La nouvelle norme établit des directives sur la détermination des coûts et exige que les stocks soient évalués au coût ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux, en indiquant plus précisément les coûts à inclure dans le coût des stocks. Les coûts tels que les coûts de stockage et les frais généraux et administratifs qui ne contribuent pas à amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent sont précisément exclus du coût des stocks et sont passés en charges à la période au cours de laquelle ils sont engagés. La reprise de montants de dépréciation à la valeur nette de réalisation en présence d'une augmentation subséquente de la valeur des stocks est maintenant requise. Le coût des stocks doit se fonder sur la méthode du premier entré, premier sorti ou celle du coût moyen pondéré. Les méthodes d'évaluation du coût des stocks, telles que la méthode du prix de détail, peuvent être utilisées pour des raisons pratiques si ces méthodes donnent des résultats proches du coût. La nouvelle norme exige également d'autres informations à fournir notamment les méthodes comptables adoptées pour évaluer les stocks, la valeur comptable des stocks, le montant des stocks passé en charges au cours de la période, le montant de toute dépréciation et le montant de toute reprise de dépréciation comptabilisée en réduction du montant des stocks passé en charges.

Cette norme entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2008. La société l'appliquera donc dès le premier trimestre de 2008 au solde d'ouverture des stocks de la période avec ajustement du solde d'ouverture des bénéfices non répartis, déduction faite des impôts sur le bénéfice, pour l'écart dans l'évaluation du solde d'ouverture sans retraitement des périodes antérieures. La société évalue actuellement les répercussions de ces nouvelles exigences. Par conséquent, selon une analyse préliminaire à jour des stocks courants au troisième trimestre de 2007, la société s'attend à comptabiliser, lors de la mise en place de cette norme, une diminution de l'évaluation du solde d'ouverture de moins de 4 % de la valeur des stocks avec une diminution équivalente du solde d'ouverture des bénéfices non répartis de moins de 50 millions de dollars, déduction faite des impôts sur le bénéfice.

En plus des modifications apportées au coût des stocks, la société examine les exigences supplémentaires en matière de présentation et d'informations à fournir qui seront requises dans les états financiers consolidés ou dans les notes y afférentes.

Note 2. Normes comptables mises en application en 2007

Le 31 décembre 2006, la société a adopté les nouvelles recommandations contenues dans les chapitres suivants du *Manuel de l'ICCA*: le chapitre 3855, « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation », le chapitre 3865, « Couvertures », le chapitre 1530, « Résultat étendu », le chapitre 3251, « Capitaux propres », et le chapitre 3861, « Instruments financiers – informations à fournir et présentation ». Ces normes ont été appliquées sans retraitement des données des périodes antérieures. Les ajustements de transition qui découlent de la mise en application de ces normes ont été constatés dans le solde d'ouverture des bénéfices non répartis et dans le solde d'ouverture du cumul des autres éléments du résultat étendu.

Le chapitre 3855, « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation » (« chapitre 3855 »), établit une norme de comptabilisation et d'évaluation des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés non financiers. Les instruments financiers doivent tous être classés dans une catégorie déterminée, soit à titre d'actifs ou de passifs détenus à des fins de transaction, de placements détenus jusqu'à leur échéance, de prêts ou de créances, d'actifs financiers disponibles à la vente ou d'autres passifs financiers. Les instruments financiers qui entrent dans le champ d'application de cette norme, y compris les dérivés, doivent être inclus dans le bilan de la société et évalués à leur juste valeur, à l'exception des prêts et des créances, des actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance et des autres passifs financiers, qui sont évalués au coût ou au coût après amortissement. Les gains et les pertes sur les actifs financiers et les passifs financiers détenus à des fins de transaction sont comptabilisés dans le bénéfice net de la période au cours de laquelle ils se produisent. Les gains et les pertes non réalisés, y compris les variations des taux de change, sur les actifs financiers disponibles à la vente sont constatés dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'actif financier soit décomptabilisé ou subisse une dépréciation; lorsque cela se produit, les gains ou les pertes non réalisés sont comptabilisés dans le bénéfice net. Les coûts de transaction autres que ceux qui se rapportent aux instruments financiers classés comme étant détenus à des fins de transaction, et donc qui sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés, sont ajoutés à la juste valeur de l'actif ou du passif financier au moment de la comptabilisation initiale puis amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La juste valeur des instruments financiers est fondée sur le cours du marché lorsqu'il existe un marché actif pour les instruments. S'il n'existe pas de marché actif, la juste valeur est estimée au moyen de divers modèles et techniques d'évaluation qui sont expliqués à la note 20 afférente aux états financiers consolidés de l'exercice terminé le 30 décembre 2006.

Par suite de la mise en application du chapitre 3855, la société a classé comme des actifs détenus à des fins de transaction la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les placements à court terme, à l'exception de certains placements à court terme libellés en dollars US désignés comme éléments constitutifs d'une relation de couverture, qui sont classés comme des actifs financiers disponibles à la vente. Les débiteurs sont classés comme des prêts et des créances, et les placements dans des instruments de capitaux propres sont classés comme étant disponibles à la vente. La dette bancaire, les créiteurs et charges à payer, la dette à long terme et les obligations découlant de contrats de location-acquisition ont été classés à titre d'autres passifs financiers. La société n'a classé aucun actif financier comme étant détenu jusqu'à leur échéance. La réévaluation à la juste valeur des actifs financiers classés comme étant disponibles à la vente a entraîné une augmentation de 9 millions de dollars des autres actifs ainsi qu'une augmentation correspondante du cumul des autres éléments du résultat étendu de 6 millions de dollars, déduction faite des impôts sur le bénéfice.

En outre, à la suite du classement des placements à court terme libellés en dollars US désignés comme éléments constitutifs d'une relation de couverture dans les placements disponibles à la vente, le gain net non réalisé qui avait été comptabilisé auparavant dans les bénéfices non répartis a été reclassé dans le cumul des autres éléments du résultat étendu pour un montant de 14 millions de dollars, déduction faite des impôts sur le bénéfice. Les droits que la Banque le Choix du Président (« Banque PC »), une filiale à cent pour cent de la société, a conservés dans les créances titrisées ont été classés comme des actifs financiers détenus à des fins de transaction, ce qui a entraîné une augmentation des autres actifs de 2 millions de dollars ainsi qu'une augmentation correspondante du solde d'ouverture des bénéfices non répartis de 1 million de dollars, déduction faite des impôts sur le bénéfice. La réévaluation des actifs financiers classés comme des prêts et des créances et des passifs financiers classés comme d'autres passifs au coût après amortissement a eu un effet négligeable.

Les dérivés non financiers doivent être comptabilisés à la juste valeur au bilan consolidé, à moins qu'ils ne soient exonérés du traitement réservé aux dérivés parce qu'ils ont été conclus dans le contexte des besoins prévus de l'entité en matière d'achats, de ventes ou de consommation. Toute variation de la juste valeur des dérivés est comptabilisée dans le bénéfice net, à moins qu'ils soient comptabilisés selon la méthode de la comptabilisation d'une couverture de flux de trésorerie, auquel cas les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu. La réévaluation des dérivés non financiers à la juste valeur a entraîné une augmentation des autres actifs de 7 millions de dollars et une augmentation du solde d'ouverture des bénéfices non répartis de 5 millions de dollars, déduction faite des impôts sur le bénéfice. Conformément à la norme, les dérivés incorporés doivent être séparés du contrat hôte et évalués à la juste valeur si certaines conditions sont réunies. Aux termes du choix prévu par la norme, la société a choisi le 29 décembre 2002 comme date de transition aux fins de l'application de ce traitement comptable aux dérivés incorporés. Ce changement de traitement comptable relatif aux dérivés incorporés n'a pas eu une incidence importante sur les états financiers.

Au cours du troisième trimestre et depuis le début de l'exercice 2007, la variation de la juste valeur des actifs et des passifs financiers détenus à des fins de transaction, y compris les dérivés non financiers, a été inscrite dans le bénéfice net comme perte de 18 millions de dollars et de 11 millions de dollars respectivement. Cette perte découle essentiellement de la variation de la juste valeur des contrats à terme de capitaux propres.

Le chapitre 3855 prévoit aussi que les obligations découlant d'une garantie qui répond à la définition d'une garantie donnée dans la Note d'orientation concernant la comptabilité NOC-14, « Informations à fournir sur les garanties », doivent être comptabilisées à leur juste valeur au moment où la garantie est constituée. Aucune réévaluation ultérieure à la juste valeur n'est nécessaire, à moins que la garantie financière réponde aux critères d'un dérivé. Un passif de 7 millions de dollars a donc été comptabilisé pour refléter la juste valeur de la lettre de garantie émise par une grande banque à charte canadienne en faveur d'une fiducie de financement indépendante qui offre des prêts aux franchisés indépendants de la société. En contrepartie, une diminution de 6 millions de dollars, déduction faite des impôts sur le bénéfice, a été inscrite au solde d'ouverture des bénéfices non répartis.

Le chapitre 3865, « Couvertures » remplace la Note d'orientation concernant la comptabilité NOC-13, « Relations de couverture ». Les exigences en matière d'identification, de désignation, d'évaluation de l'efficacité des relations de couverture et de constitution d'une documentation à leur sujet demeurent en grande partie les mêmes. Le chapitre 3865 présente le traitement comptable des relations de couverture admissibles ainsi que les informations à fournir à leur sujet, et il exige que tout dérivé désigné comme élément constitutif d'une relation de couverture soit comptabilisé à la juste valeur.

Comme il est expliqué aux notes 1 et 20 afférentes aux états financiers consolidés de l'exercice terminé le 30 décembre 2006, la société a des couvertures de flux de trésorerie qui sont utilisées pour gérer l'exposition aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt variables s'appliquant aux actifs et aux passifs à taux variable. En ce qui a trait aux couvertures de flux de trésorerie, la partie efficace des variations de la juste valeur de l'élément couvert est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu. Dans la mesure où la variation de la juste valeur du dérivé n'est pas entièrement compensée par la variation de la juste valeur de l'élément couvert, la partie inefficace de la relation de couverture est comptabilisée immédiatement dans le bénéfice net. Les montants cumulés dans les autres éléments du résultat étendu sont reclassés dans le bénéfice net au moment où l'élément couvert est comptabilisé dans le bénéfice net. Lorsqu'un instrument financier dans une couverture de flux de trésorerie vient à échéance ou est vendu ou lorsqu'une couverture ne répond plus aux conditions de la comptabilité de couverture, le gain ou la perte cumulé qui a été comptabilisé dans le cumul des autres éléments du résultat étendu à l'égard de la couverture est reporté jusqu'à ce que l'élément couvert soit comptabilisé dans le bénéfice net. Lorsqu'un élément couvert cesse d'exister en raison de son échéance ou de sa vente, ou lorsqu'il est probable que l'opération prévue ne se réalisera pas, le gain ou la perte cumulé qui a été comptabilisé dans le cumul des autres éléments du résultat étendu est immédiatement reclassé dans le bénéfice net.

À la mise en application de ces nouvelles exigences ayant trait aux couvertures de flux de trésorerie, une augmentation des autres actifs de 17 millions de dollars et une augmentation des autres passifs de 34 millions de dollars ont été comptabilisées pour refléter la juste valeur des swaps de taux d'intérêt qui n'avaient pas été comptabilisés au bilan consolidé auparavant, et une augmentation du cumul des autres éléments du résultat étendu de 10 millions de dollars, déduction faite des impôts sur le bénéfice, a aussi été comptabilisée. La société a aussi inscrit une diminution du solde d'ouverture des bénéfices non répartis de 15 millions de dollars, déduction faite des impôts sur le bénéfice, pour tenir compte de l'élément de financement des swaps de taux d'intérêt qui diffèrent des taux pratiqués sur le marché. En outre, la société a comptabilisé une diminution du cumul des autres éléments du résultat étendu de 14 millions de dollars, déduction faite des impôts sur le bénéfice, pour tenir compte de la partie efficace des gains et pertes non réalisés sur les swaps de devises auparavant inscrits dans les bénéfices non répartis. La partie inefficace des gains et des pertes sur les dérivés désignés comme éléments d'une relation de couverture était négligeable.

Le chapitre 1530, « Résultat étendu », prévoit l'établissement d'un état du résultat étendu, dans lequel sont présentés le bénéfice net et les autres éléments du résultat étendu. Les autres éléments du résultat étendu représentent la variation des capitaux propres découlant d'opérations et d'autres événements sans rapport avec les propriétaires; ils comprennent aussi les gains et pertes non réalisés sur les actifs financiers classés comme étant disponibles à la vente et les variations de la juste valeur de la partie efficace des instruments de couverture de flux de trésorerie. La société a inclus dans les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés un nouvel état consolidé du résultat étendu dans lequel elle présente la variation de ces éléments, tandis que la variation cumulée des autres éléments du résultat étendu est incluse dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, qui est présenté dans une nouvelle section des capitaux propres au bilan consolidé. Il y a lieu de se reporter à la note 12 pour obtenir de plus amples renseignements sur le cumul des autres éléments du résultat étendu.

Le chapitre 3251, « Capitaux propres », remplace le chapitre 3250, « Surplus », et il définit les normes pour la présentation des capitaux propres et des variations des capitaux propres au cours de la période considérée. Aux termes de ce chapitre, la société doit présenter séparément les composantes des capitaux propres ainsi que les variations des capitaux propres se rapportant i) au bénéfice net, ii) aux autres éléments du résultat étendu, iii) aux autres variations des bénéfices non répartis, iv) aux variations du surplus d'apport, v) aux variations du capital-actions et vi) aux variations des réserves. De nouveaux états consolidés des capitaux propres sont inclus dans les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Le chapitre 3861, « Instruments financiers – informations à fournir et présentation », qui remplace le chapitre 3860 éponyme, établit des normes de présentation pour les instruments financiers et les dérivés non financiers, et précise quelles sont les informations à fournir à leur sujet.

Les tableaux ci-dessous présentent les ajustements de transition qui ont été inscrits à la mise en application des nouvelles normes:

(en millions de dollars)	Ajustements de transition
Bilan consolidé	
Autres actifs	35 \$
Impôts futurs	(7)
Autres passifs	41
Bénéfices non répartis	(15)
Cumul des autres éléments du résultat étendu	16

(en millions de dollars)	Bénéfices non répartis		Cumul des autres éléments du résultat étendu	
	Montant brut	Montant après impôts sur le bénéfice	Montant brut	Montant après impôts sur le bénéfice
Actifs financiers classés comme étant disponibles à la vente	(14) \$	(14) \$	23 \$	20 \$
Actifs financiers classés comme étant détenus à des fins de transaction	2	1	-	-
Dérivés non financiers	7	5	-	-
Garanties	(7)	(6)	-	-
Couvertures de flux de trésorerie	(9)	(1)	(8)	(4)
	(21) \$	(15) \$	15 \$	16 \$

Note 3. Écart d'acquisition

La société a terminé son évaluation relativement à la charge hors trésorerie au titre de la dépréciation des écarts d'acquisition de 800 millions de dollars comptabilisée dans les états financiers consolidés annuels vérifiés de la société pour l'exercice terminé le 30 décembre 2006. Cette charge a été finalisée au cours du deuxième trimestre de 2007.

Note 4. Charges de restructuration et autres charges

Projet simplifier Au cours du premier trimestre, la société a approuvé et annoncé la restructuration des activités de mise en marché et des opérations en magasin afin d'optimiser ces fonctions dans le cadre de son Projet simplifier. Les coûts de restructuration totaux, en vertu de ce projet, sont constitués essentiellement des indemnités de départ et devraient maintenant être d'environ 185 millions de dollars. Au cours du troisième trimestre de 2007, la société a comptabilisé des coûts de restructuration de 23 millions de dollars liés à ce projet. La charge à ce jour de 168 millions de dollars est constituée de 120 millions de dollars consacrés aux prestations de cessation d'emploi, qui comprennent des indemnités de départ, des coûts supplémentaires découlant des régimes de retraite liés à la cessation d'emploi de salariés et des coûts de rétention, et d'autres coûts de 48 millions de dollars, principalement des coûts liés à la consultation. À la fin du troisième trimestre, des coûts estimatifs de 17 millions de dollars devraient encore être engagés et ils seront constatés à mesure que les critères appropriés sont réunis.

Opérations en magasin En 2006, la direction de la société a approuvé et communiqué un plan de fermeture visant 19 magasins du Québec dont le rendement était insatisfaisant, principalement sous la bannière *Provigo*, et 8 magasins de la région de l'Atlantique. De plus, en raison de la baisse des ventes de produits du tabac faisant suite à la décision d'un fournisseur important de vendre directement ses produits à certains clients de la société, un examen de l'incidence de cette décision sur le réseau des magasins cash & carry et des clubs-entrepôts a été entrepris. En 2006, la direction a approuvé et communiqué un plan officiel de fermeture de 24 points de vente en gros qui avaient été les plus grandement touchés par le changement. Le total des coûts de restructuration afférents à ces plans est estimé à environ 54 millions de dollars. De ce montant, environ 10 millions de dollars ont trait aux prestations de cessation d'emploi, qui comprennent des

indemnités de départ découlant de la cessation d'emploi de salariés, 25 millions de dollars sont imputables à la dépréciation d'immobilisations et à l'amortissement accéléré des actifs inhérents à la restructuration et 19 millions de dollars sont liés à la fermeture d'installations et à d'autres coûts, y compris les obligations locatives. La charge cumulative de 16 millions de dollars est liée à la fermeture d'installations et à d'autres coûts, y compris les obligations locatives. À la fin du troisième trimestre, des coûts estimatifs de 3 millions de dollars devraient encore être engagés et ils seront constatés à mesure que les critères appropriés sont réunis.

Réseau d'approvisionnement En 2005, la direction de la société a approuvé un vaste plan de restructuration du réseau d'approvisionnement de la société à l'échelle nationale. La restructuration devrait être terminée d'ici le premier trimestre de 2009 et le total des coûts de restructuration prévus aux termes de ce plan est estimé à environ 90 millions de dollars. De cette somme, environ 57 millions de dollars ont trait aux prestations de cessation d'emploi versées, qui comprennent des indemnités de départ et des coûts supplémentaires découlant de régimes de retraite liés à la mise à pied de salariés, 13 millions de dollars sont imputables à la dépréciation d'immobilisations et à l'amortissement accéléré des actifs inhérents à la restructuration et 20 millions de dollars sont consacrés à la fermeture des installations et d'autres coûts directement attribuables au plan de restructuration. Au troisième trimestre de 2007, la société a constaté des coûts de restructuration de 1 million de dollars résultant de ce plan. La société a constaté des coûts de restructuration cumulatif de 2 millions de dollars (8 millions de dollars en 2006) résultant de ce plan. À la fin du troisième trimestre, 18 millions de dollars des coûts estimatifs devaient encore être engagés et seront constatés à mesure que les critères appropriés sont réunis.

Déménagement des bureaux et réorganisation des fonctions de soutien opérationnel En 2005, la société a regroupé plusieurs services d'administration et d'exploitation en provenance de tout le sud de l'Ontario au sein d'un nouveau siège social national et centre de services à Brampton, en Ontario, et a réorganisé les groupes de la mise en marché, de l'approvisionnement et de l'exploitation, ce qui comprend le transfert des activités de la marchandise générale de Calgary, en Alberta, dans ces nouveaux bureaux. La totalité des coûts prévus de 25 millions de dollars liés à ces mesures avaient été constatés à la fin de 2006.

Le tableau qui suit résume les coûts constatés dans le bénéfice d'exploitation et les paiements en espèces effectués par la société :

(en millions de dollars)	Prestations de cessation d'emploi	Coûts de fermeture des installations et autres coûts	Total 2007 40 semaines	Total 2006 40 semaines
Passif net au début de la période	40 \$	– \$	40 \$	41 \$
Coûts constatés au cours de la période :				
Projet simplifier	120 \$	48 \$	168 \$	– \$
Opérations en magasin	–	16	16	–
Réseau d'approvisionnement	1	1	2	8
Déménagement des bureaux et réorganisation des fonctions de soutien opérationnel ¹⁾	–	–	–	1
	121 \$	65 \$	186 \$	9 \$
Paiements en espèces effectués au cours de la période :				
Projet simplifier	82 \$	48 \$	130 \$	– \$
Opérations en magasin	7	13	20	–
Réseau d'approvisionnement	3	1	4	5
Déménagement des bureaux et réorganisation des fonctions de soutien opérationnel	–	–	–	3
	92 \$	62 \$	154 \$	8 \$
Charges imputées aux immobilisations	– \$	– \$	– \$	2 \$
Charges imputées aux autres actifs ¹⁾	9	–	9	–
Passif net à la fin de la période	60 \$	3 \$	63 \$	40 \$
Constatés au bilan consolidé comme suit :				
Autres actifs	– \$	– \$	– \$	9 \$
Créditeurs et charges à payer	39	3	42	10
Autres passifs	21	–	21	21
Passif net à la fin de la période	60 \$	3 \$	63 \$	40 \$

1) Les charges imputées aux autres actifs ont trait aux coûts de prestations de cessation d'emploi contractuelles constatées, lesquelles ont donné lieu à une réduction de l'actif au titre des prestations constituées.

Note 5. Intérêts débiteurs

(en millions de dollars)	2007 16 semaines	2006 16 semaines	2007 40 semaines	2006 40 semaines
Intérêts sur la dette à long terme	87 \$	86 \$	219 \$	219 \$
Intérêts sur les instruments financiers dérivés	5	3	10	5
Intérêts nets à court terme	(10)	(5)	(19)	(9)
Montant capitalisé au titre des immobilisations	(6)	(6)	(17)	(16)
Intérêts débiteurs	76 \$	78 \$	193 \$	199 \$

Les intérêts nets versés au cours du troisième trimestre et depuis le début de l'exercice 2007 s'élevaient respectivement à 60 millions de dollars et à 200 millions de dollars (65 millions de dollars et 211 millions de dollars respectivement en 2006).

Note 6. Impôts sur le bénéfice

Le montant net des impôts sur le bénéfice payés pour le troisième trimestre et depuis le début de l'exercice 2007 s'élevait respectivement à 27 millions de dollars et à 154 millions de dollars (50 millions de dollars et 248 millions de dollars respectivement en 2006).

Note 7. Bénéfice net de base et dilué par action ordinaire

	2007 16 semaines	2006 16 semaines	2007 40 semaines	2006 40 semaines
Bénéfice net (en millions de dollars)	117 \$	203 \$	290 \$	537 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions)	274,2	274,1	274,2	274,1
Effet dilutif de la rémunération à base d'actions (en millions)	-	0,2	-	0,2
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation (en millions)	274,2	274,3	274,2	274,3
Bénéfice net de base et dilué par action ordinaire (en dollars)	0,43 \$	0,74 \$	1,06 \$	1,96 \$

Les options sur actions en cours dont le prix d'exercice était supérieur au cours des actions ordinaires de la société à la fin du troisième trimestre n'ont pas été constatées dans le calcul du bénéfice net dilué par action ordinaire. En conséquence, pour le troisième trimestre de 2007, 6 757 541 options sur actions (4 047 049 en 2006) assorties d'un prix d'exercice moyen pondéré de 53,03 \$ l'action ordinaire (61,52 \$ en 2006) ont été exclues du calcul du bénéfice net dilué par action ordinaire.

Note 8. Créances sur cartes de crédit

La Banque *PC*, filiale en propriété exclusive de la société, a titrisé des créances sur cartes de crédit de 100 millions de dollars au cours du troisième trimestre (125 millions de dollars en 2006), soit 225 millions de dollars depuis le début de l'exercice 2007 (240 millions de dollars en 2006) par la vente d'une partie des droits dans ces créances à des fiduciaires indépendantes. La titrisation a donné lieu à une perte nette minimale (perte nette minimale en 2006), compte tenu des hypothèses présentées à la note 11 afférente aux états financiers consolidés de l'exercice terminé le 30 décembre 2006. Les droits que possèdent les fiduciaires indépendantes sur les actifs de la Banque *PC* se limitent aux droits que la Banque *PC* a conservés dans ces créances et ils sont de plus soutenus par la société par une lettre de garantie correspondant à 9 % (9 % en 2006) d'une tranche du montant titrisé.

(en millions de dollars)	2007 au 6 octobre 2007	2006 au 7 octobre 2006	2006 au 30 décembre 2006
Créances sur cartes de crédit	1 744 \$	1 407 \$	1 571 \$
Montant titrisé	(1 475)	(1 250)	(1 250)
Créances sur cartes de crédit, montant net	269 \$	157 \$	321 \$

Note 9. Avantages sociaux futurs

Le coût net total au titre des prestations de retraite de la société comptabilisé dans le bénéfice d'exploitation s'élevait à 63 millions de dollars pour le troisième trimestre et à 144 millions de dollars depuis le début de l'exercice 2007 (45 millions de dollars et 111 millions de dollars respectivement en 2006). Le total du coût net des régimes comprend les coûts au titre des régimes de retraite à prestations déterminées et des autres régimes, des régimes de retraite à cotisations déterminées et des régimes de retraite interentreprises de la société.

Note 10. Dette à court terme

Au premier trimestre de 2007, la société disposait d'une facilité de crédit engagée renouvelable à 364 jours de 500 millions de dollars, qui viendra à échéance en mars 2008 et qui ne fait l'objet d'aucune clause financière restrictive. Au 6 octobre 2007, un montant de 296 millions de dollars avait été prélevé de cette facilité et un montant de 10 millions de dollars avait été prélevé d'une facilité de crédit non engagée. Les emprunts sont assujettis à des taux d'intérêt variables à court terme.

Note 11. Capital-actions ordinaire

(en millions)	2007 16 semaines	2006 16 semaines	2007 40 semaines	2006 40 semaines
Nombre réel d'actions ordinaires en circulation	274,2	274,1	274,2	274,1
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	274,2	274,1	274,2	274,1

Au cours du premier trimestre de 2007, Loblaw a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités dans le but de racheter à la Bourse de Toronto jusqu'à 13 708 678 de ses actions ordinaires, ce qui représente environ 5 % de ses actions ordinaires en circulation, ou de conclure des contrats de dérivés de capitaux propres à cette fin. En vertu des règles et règlements de la Bourse de Toronto, Loblaw peut racheter ses actions aux cours du marché à la date du rachat.

Note 12. Cumul des autres éléments du résultat étendu

Le tableau qui suit donne de plus amples détails concernant le cumul des autres éléments du résultat étendu pour la période de 40 semaines terminée le 6 octobre 2007 :

(en millions de dollars)	Couvertures de flux de trésorerie	Actifs disponibles à la vente	Total
Solde au début de la période	– \$	– \$	– \$
Effet cumulatif de la mise en application des nouvelles normes comptables (déduction faite des impôts sur le bénéfice de 1 \$)	(4)	20	16
Perte non réalisée sur les actifs financiers disponibles à la vente (déduction faite des impôts sur le bénéfice de néant)	–	(61)	(61)
Reclassement d'une perte sur les actifs financiers disponibles à la vente (déduction faite des impôts sur le bénéfice de néant)	–	14	14
Gain net sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie (déduction faite des impôts sur le bénéfice de 2 \$)	56	–	56
Reclassement du gain sur dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie (déduction faite des impôts sur le bénéfice de 1 \$)	(12)	–	(12)
Solde à la fin de la période	40 \$	(27) \$	13 \$

Il est prévu qu'un gain net estimatif de 36 millions de dollars relatif aux couvertures de flux de trésorerie inscrit au cumul des autres éléments du résultat étendu au 6 octobre 2007 sera reclassé dans le bénéfice net au cours des douze prochains mois. Ce gain sera compensé par la variation du change et des intérêts créditeurs sur les actifs financiers disponibles à la vente et par les intérêts débiteurs sur les passifs financiers qui font l'objet d'une couverture. Le solde sera reclassé dans le bénéfice net sur une période maximale de 4 ans.

Note 13. Instruments financiers

Au cours du troisième trimestre, la société a cessé d'appliquer la comptabilité de couverture aux swaps de taux d'intérêt comme couverture de flux de trésorerie en raison du risque de variation des taux d'intérêt variable des effets de commerce. Par conséquent, la perte cumulative de 2 millions de dollars, déduction faite des impôts sur le bénéfice, dans le cumul des autres éléments du résultat étendu a été reclassée dans le bénéfice net.

Note 14. Rémunération à base d'actions

Le coût de rémunération de la société constaté dans le bénéfice d'exploitation relativement à son régime d'options sur actions de même qu'aux contrats à terme de capitaux propres connexes et au régime d'unités d'actions restreintes se répartit comme suit :

(en millions de dollars)	2007 16 semaines	2006 16 semaines	2007 40 semaines	2006 40 semaines
Produit découlant du régime d'options sur actions	(2) \$	(5) \$	– \$	(11) \$
Perte sur les contrats à terme de capitaux propres	19	32	12	42
Charge découlant du régime d'unités d'actions restreintes	2	4	8	12
Coût de la rémunération à base d'actions, montant net	19 \$	31 \$	20 \$	43 \$

Régime d'options sur actions Au cours des trois premiers trimestres de 2007, la société a versé la somme de 0,2 million de dollars (6 millions de dollars en 2006) au titre de la plus-value d'actions à l'exercice de 108 000 options sur actions (486 413 en 2006). De plus, 1 445 788 options sur actions (463 394 en 2006) ont été déchuées ou annulées. Aux termes de son régime actuel d'options sur actions, qui prévoit le règlement en actions ou le règlement de la plus-value d'actions en espèces, au gré du salarié, la société a attribué 194 559 options sur actions (néant en 2006) au prix d'exercice de 49,11 \$ l'action ordinaire au cours du troisième trimestre, 38 938 options sur actions (140 612 en 2006) au prix d'exercice de 46,01 \$ l'action ordinaire (55,50 \$ en 2006) et 148 987 options sur actions à un prix d'exercice de 50,80 \$ l'action ordinaire au cours du deuxième trimestre, et 3 885 439 (48 742 en 2006) options sur actions au prix d'exercice de 47,44 \$ l'action ordinaire (54,71 \$ en 2006) au cours du premier trimestre.

À la fin du troisième trimestre, la société avait au total 6 798 781 options sur actions en cours (4 544 969 en 2006), représentant environ 2,5 % (1,7 % en 2006) de ses actions ordinaires émises et en circulation, ce qui était tout à fait conforme à la directive de 5 % de la société. Le cours de l'action ordinaire de la société à la fin du troisième trimestre était de 45,67 \$ (47,00 \$ en 2006).

Régime d'unités d'actions restreintes En vertu de son régime d'unités d'actions restreintes existant, la société a attribué 23 425 unités d'actions restreintes (néant en 2006) au troisième trimestre, 10 925 unités d'actions restreintes (46 289 en 2006) au deuxième trimestre et 281 818 unités d'actions restreintes (644 712 en 2006) au cours du premier trimestre. De plus, 142 322 unités d'actions restreintes (209 997 en 2006) ont été annulées et 134 882 (111 470 en 2006) ont été payées pour un montant de 7 millions de dollars (6 millions de dollars en 2006) au cours des trois premiers trimestres de 2007. À la fin du troisième trimestre, 788 916 unités d'actions restreintes (752 718 en 2006) étaient toujours en cours.

Note 15. Éventualités, engagements et garanties

Garanties – Fiducie de financement indépendante Les franchisés indépendants de la société peuvent obtenir du financement grâce à une structure comprenant des fiducies indépendantes qui ont été créées aux fins de l'octroi de prêts aux franchisés indépendants afin de faciliter leurs achats de stocks et d'immobilisations, principalement du matériel et des agencements. La société a convenu d'accorder, d'après une formule, des améliorations des modalités de crédit, sous forme d'une lettre de crédit de soutien en faveur de la fiducie de financement indépendante correspondant à environ 10 % du montant total du capital des prêts en cours, quel que soit le moment. Ces améliorations permettent à la fiducie de financement indépendante d'octroyer du financement aux franchisés indépendants de la société selon des modalités avantageuses. Dans le cas où un franchisé indépendant ne respecterait pas les modalités de son prêt et où la société n'a pas, dans un délai déterminé, pris le prêt en charge ou si le prêt n'a toujours pas été honoré, la fiducie de financement indépendante peut céder le prêt à la société et prélever des sommes sur la lettre de crédit de soutien. La société a accepté de rembourser à la banque émettrice tout montant tiré sur la lettre de crédit de soutien. Aucun montant n'a jamais été prélevé sur la lettre de crédit de soutien. À la fin du troisième trimestre de 2007, l'encours en capital des prêts aux franchisés s'élevait à 418 millions de dollars et la lettre de crédit de soutien était de 44 millions de dollars.

Ni la fiducie de financement indépendante ni la société ne peuvent volontairement mettre fin à l'entente avant décembre 2009 et, après cette date, elles ne peuvent le faire que sur un préavis de six mois. La résiliation automatique de l'entente ne peut se produire que si des événements précis et prédéterminés ont lieu et ne sont pas corrigés à l'intérieur des délais prescrits, notamment une révision à la baisse de la cote de la société sous la cote « A (bas) » pour le crédit à long terme publiée par DBRS. Si l'entente est résiliée, la fiducie de financement indépendante n'aurait aucune obligation quant à l'octroi d'autres prêts aux franchisés de la société et elle exigerait le remboursement de tous les prêts en cours et un montant serait prélevé sur la lettre de crédit de soutien fournie au franchisé indépendant par Loblaw. Par conséquent, dans une telle éventualité, la dette à long terme de 126 millions de dollars devra être reclassée comme dette à court terme. Ce montant traduit la consolidation actuelle faite par la société et qui est lié à certains franchisés qui sont des entités à détenteurs de droits variables. Dans l'éventualité où la société restructurerait les fiducies de financement indépendantes, toute autre nouvelle structure de financement qui pourrait être mise en place devra être examinée pour en mesurer l'incidence sur les entités à détenteurs de droits variables. Conformément aux PCGR du Canada, les états financiers de la fiducie de financement indépendante ne sont pas consolidés avec ceux de la société.

Poursuites Au cours du premier trimestre de 2007, la société a été l'un des 17 défendeurs à recevoir signification d'une poursuite déposée auprès de la Cour supérieure de l'Ontario et intentée par certains bénéficiaires d'un régime de retraite interentreprises auquel les salariés et quelques-uns des franchisés de la société participent. Dans leur réclamation contre leur employeur respectif et les fiduciaires du régime de retraite interentreprises, les demandeurs allèguent que les actifs dudit régime ont été mal gérés et réclament, entre autres, des dommages-intérêts de un milliard de dollars. De plus, les demandeurs sollicitent la nomination d'un représentant de la défense pour les employeurs de tous les participants du régime de retraite interentreprises. Le représentant des demandeurs a récemment avisé la société qu'il avait reçu instructions de ses clients de mettre fin à la poursuite contre les employeurs, notamment la société. La poursuite visant les fiduciaires est maintenue et l'un des fiduciaires, un administrateur de la société, pourrait avoir droit de recevoir une indemnisation de la société.

Outre la réclamation susmentionnée, la société peut faire l'objet de diverses poursuites et réclamations dans le cours normal de ses activités. Le résultat de ces poursuites demeure incertain. Cependant, compte tenu de l'information à sa disposition à ce jour, la société ne prévoit pas que ces poursuites auront une incidence importante, de façon individuelle ou collective, sur ses activités.

Profil de la société

Les Compagnies Loblaw limitée (« Loblaw » ou la « société ») est la plus grande entreprise de distribution alimentaire, et l'un des plus importants détaillants de marchandise générale, de services et de produits pharmaceutiques et de services et de produits financiers au Canada. Par l'entremise de ses différentes bannières, Loblaw s'engage à regrouper sous un même toit une offre destinée aux Canadiens qui recherchent tout ce qu'il y a de mieux pour combler leurs besoins en matière de produits d'alimentation et d'articles ménagers courants. L'entreprise pourra atteindre cet objectif grâce à son portefeuille de magasins de formats variés à l'échelle du Canada. Loblaw jouit d'une réputation enviable pour la qualité, l'innovation et la valeur ajoutée de ses produits d'alimentation. Elle possède également le programme de marques contrôlées le plus solide au Canada, dont font notamment partie ses marques uniques *le Choix du Président*, *sans nom* et *Joe Style frais*.

L'alimentation demeure au cœur des activités de Loblaw. Celle-ci offre une vaste gamme de services et de produits pour satisfaire les besoins des Canadiens en matière d'articles ménagers courants qui connaissent une croissance et un succès constants. Tout cela sans compter *les Services financiers le Choix du Président* qui offrent des services bancaires, la populaire carte de crédit MasterCard^{MD}, de l'assurance habitation, auto, voyage et de soins vétérinaires, des services cellulaires *PC* mobile de même qu'un programme de fidélisation de points *PC*.

La stratégie de Loblaw est axée sur trois thèmes fondamentaux : simplifier, innover et croître. L'entreprise s'efforce de mettre les clients au cœur de ses priorités, d'être efficace et de réduire ses coûts, et de faire preuve de souplesse afin d'assurer une croissance à long terme dont bénéficieront ses nombreux intervenants. Loblaw estime qu'un solide bilan est crucial pour atteindre son plein potentiel. Elle est très sélective dans ses acquisitions et ses occasions d'affaires. Elle poursuit également un programme dynamique de développement de produits pour soutenir son programme de marques contrôlées. Elle veille à ce que ses systèmes technologiques et sa logistique accroissent l'efficacité de son exploitation.

Marques de commerce

Les Compagnies Loblaw limitée et ses filiales sont propriétaires d'un certain nombre de marques de commerce. Plusieurs filiales utilisent sous licence d'autres marques de commerce. Ces marques de commerce sont la propriété exclusive de Les Compagnies Loblaw limitée ou du concédant de licence et, lorsqu'elles sont mentionnées dans le présent rapport, elles figurent en italique.

Relations avec les investisseurs

Les actionnaires, les analystes de valeurs mobilières et les professionnels en placements sont priés d'adresser leurs demandes à Inge van den Berg, vice-présidente principale, relations avec les investisseurs, au siège social national de la société ou par courriel à investor@loblaw.ca

Des informations financières supplémentaires ont été transmises par voie électronique à divers organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières au Canada par l'intermédiaire du Système électronique de données, d'analyse et de recherche (SEDAR) et au Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF), organisme de réglementation principal de la Banque *le Choix du Président*, filiale de la société. La société procède à un appel d'analystes peu de temps après l'émission de ses rapports trimestriels. Ces appels sont archivés dans la section destinée aux investisseurs sur le site Web de la société.

This report is available in English.

Les Compagnies Loblaw limitée
1 President's Choice Circle
Brampton, Canada
L6Y 5S5

Téléphone : (905) 459-2500
Télécopieur : (905) 861-2206